



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 10 août 1957

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, August 10th, 1957

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1957.

Québec, le 22 juin 1957.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

45197-25-10-o

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1957.

Québec, June 22nd, 1957.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

45197-25-10-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimerie de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Québec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada,

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
REDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52

the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52

Lettres patentes

(P.G. 11912-57)

Advance Transformer Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1957, constituant en corporation: Jack Greenstein, avocat, de la ville de Côte St-Luc, Alan Stein, étudiant en droit, Jeannette Mol et Lillian Lazare, toutes deux sténographes, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Letters Patent

(A.G. 11912-57)

Advance Transformer Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1957, incorporating: Jack Greenstein, advocate, of the town of Cote St. Luc, Alan Stein, law student, Jeannette Mol and Lillian Lazare, both stenographers, filles majeures, all three of Montreal, for the following purposes:

Agir comme mandants ou agents pour la vente et la distribution de toutes sortes de produits électriques, sous le nom de "Advance Transformer Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 11988-57)

Astra Land Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-huit juin 1957, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Sonya Schneyer et Anne Zifkin, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Astra Land Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4060 Chemin de la Côte Ste-Catherine, suite 8, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 11792-57)

Birch Equipment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1957, constituant en corporation: Marcus M Sperber, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Murray Lapin, avocat, de la ville de Hampstead, Morris M. Weiner, avocat, de Montréal, Solomon W. Weber, avocat et Conseil en Loi de la Reine, d'Outremont, Shirley Muggeridge, de Verdun et Doris Goldman, de Montréal, toutes deux secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de machinerie, unité de force motrice, installation hydraulique, électrique, minière et de construction, sous le nom de "Birch Equipment Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 6124 Chemin Côte de Liesse, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 12070-57)

Blue Ridge Fabrics Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1957, constituant en corporation: Sydney Rabinovitch, manufacturier, de

To act as principals or agents in the sale and distribution of all kinds of electrical products, under the name of "Advance Transformer Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each and into 300 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11988-57)

Astra Land Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighteenth day of June, 1957, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Sonya Schneyer and Anne Zifkin, both secretaries, spinsters of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Astra Land Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 4060 Côte St. Catherine Road, Suite 8, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11792-57)

Birch Equipment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1957, incorporating: Marcus M. Sperber, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Murray Lapin, advocate, of the town of Hampstead, Morris M. Weiner, advocate, of Montreal, Solomon W. Weber, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, Shirley Muggeridge, of Verdun, and Doris Goldman, of Montreal, both secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of machinery, power plant, hydraulic, electrical, mining, industrial and construction equipment, under the name of "Birch Equipment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 6124 Côte de Liesse Road, St. Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12070-57)

Blue Ridge Fabrics Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1957, incorporating: Sydney Rabinovitch, manufacturer, of the town of

Ville Mont-Royal, Abe Auerbach, manufacturier, et Max Coblentz, avocat, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le négoce on le commerce de toutes sortes de tissus et produits des tissus, sous le nom de "Blue Ridge Fabrics Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 11814-57)

B. S. Teknik Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet 1957, constituant en corporation: Roland Saint-Pierre, ingénieur, Noël Boissonneault, industriel, tous deux de Valcourt, et Lucien Montfils, comptable, de Granby, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'évaporateurs, d'équipement de sucrerie, produits en métal, machinerie et équipement industriel, commercial et d'exploitation agricole, sous le nom de "B. S. Teknik Inc.", avec un capital total de \$49,000, divisé en 4,900 actions communes de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Valcourt, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 11757-57)

**Canadian Office Equipment
Manufacturers Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1957, constituant en corporation: Marcel Belleville, Jean-Paul St-Louis, avocats, et Monique Léonard, secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de meubles, machinerie et accessoires pour bureaux, écoles et autres (édifices commerciaux; faire affaires comme imprimeurs, sous le nom de "Canadian Office Equipment Manufacturers Ltd.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 11963-57)

Canadian Reinforcing Steel Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet, 1957, constituant en corporation: Jules Dupré, avocat, c.r., d'Outremont, Raymond Lette, avocat, de la ville de Hampstead, Hélène

Mount Royal, Abe Auerbach, manufacturer, and Max Coblentz, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in or with all kinds of fabrics and fabric products, under the name of "Blue Ridge Fabrics Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11814-57)

B. S. Teknik Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1957, incorporating: Roland Saint-Pierre, engineer, Noël Boissonneault, industrialist, both of Valcourt, and Lucien Montfils, accountant, of Granby, for the following purposes:

To carry on the business of and the industry of evaporators, sugar equipment, metal products, machinery and industrial, commercial and farming equipment under the name of B. S. Teknik Inc." with a total capital stock of \$49,000, divided into 4,900 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Valcourt, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11757-57)

**Canadian Office Equipment
Manufacturers Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1957, incorporating: Marcel Belleville, Jean-Paul St-Louis, advocates, and Monique Léonard, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in furniture, machinery and accessories for offices, schools and other commercial buildings; to carry on business as printers, under the name of "Canadian Office Equipment Manufacturers Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11963-57)

Canadian Reinforcing Steel Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1957, incorporating: Jules Dupré, advocate, Q.C., of Outremont, Raymond Lette, advocate, of the town of Hampstead, Hélène

Gélinas, avocat, et Jacqueline Landry, secrétaire, toutes deux célibataires majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs pour le posage d'armature de béton armé ainsi que pour la construction, sous le nom de "Canadian Reinforcing Steel Ltd.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 12089-57)

**Centre d'Achat Maisonneuve Ltée
Maisonneuve Shopping Centre Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1957, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, avocat, Laurence Capelovitch, étudiant et Jean McFarlane, réceptionniste, fille majeure, tous trois majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de terrains, construction et développement, sous le nom de "Centre d'Achat Maisonneuve Ltée — Maisonneuve Shopping Centre Ltd.", avec un capital-actions divisé en 100 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant avec lequel la compagnie commencera ses activités sera \$500.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 12047-57)

Coco Island Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1957, constituant en corporation: Adrien-R. Paquette, avocat, Françoise Frégeau, secrétaire, célibataire majeure, tous deux de Montréal, et Denise Racicot, secrétaire, célibataire majeure, de St-Eustache-sur-le-Lac, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fournir de l'amusement au public, sous le nom de "Coco Island Inc.", avec un capital total de \$5,000, divisé en 500 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 11858-75)

D. A. Collins Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1957, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, Jonathan J. Robinson, avocats et Leah Engel,

Gélinas, advocate, and Jacqueline Landry, secretary, both spinsters of full age, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors for laying reinforced concrete as well as for construction, under the name of "Canadian Reinforcing Steel Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12089-57)

**Centre d'Achat Maisonneuve Ltée
Maisonneuve Shopping Centre Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1957, incorporating: Jonathan J. Robinson, advocate, Laurence Capelovitch, student, and Jean McFarlane, receptionist, spinster, all three of the age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and development company, under the name of "Centre d'Achat Maisonneuve Ltée — Maisonneuve Shopping Centre Ltd.", with a capital stock divided into 100 shares having no nominal or par value and the amount with which the company will commence its operations will be \$500.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12047-57)

Coco Island Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1957, incorporating: Adrien R. Paquette, advocate, Françoise Frégeau, secretary, spinster, of full age, both of Montreal, and Denise Racicot, secretary, spinster, of full age, of St-Eustache-sur-le-Lac, for the following purposes:

To operate an industry for the purposes of supplying amusements for the public, under the name of "Coco Island Inc.", with a total capital stock of \$5,000, divided into 500 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11858-75)

D. A. Collins Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June, 1957, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, Jonathan J. Robinson, advocates, and Leah Engel, secretary, spinster

secrétaire, fille majeure, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de directeurs de pompes funèbres et embaumeurs, sous le nom de "D. A. Collins Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune, 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune et 150 actions, catégorie "A", de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 11839-57)

Dilillo Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1957, constituant en corporation: Max Slapack, avocat ville de Côte St-Luc, Arthur Shulman, avocat, et Harry Closner, gérant de crédit, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction et développement, sous le nom de "Dilillo Construction Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 11869-57)

Dorzada Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit juin 1957, constituant en corporation: Edward S. Berger, avocat, Claude Morin, Ellen Hagenmueller, toutes deux commis, filles majeures, tous trois de Montréal et Benjamin L. Louis, avocat, de Westmount, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Dorzada Corporation Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune et 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 11778-57)

Edwards Motor Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1957, constituant en corporation: Léo-C. Marcotte, avocat, Jacques Viger, commis de bureau, et Jeanne Gagnon, comptable, célibataire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

of the full age of majority, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as funeral directors and embalmers, under the name of "D. A. Collins Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 100 common shares of \$100 each, 2,500 preferred shares of \$10 each and into 150 shares Class "A" of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11839-57)

Dilillo Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1957, incorporating: Max Slapack, advocate, of the town of Cote St. Luc, Arthur Shulman, advocate, and Harry Closner, credit manager, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and development company, under the name of "Dilillo Construction Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11869-57)

Dorzada Corporation Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1957, incorporating: Edward S. Berger, advocate, Claude Morin, Ellen Hagenmueller, both clerks, filles majeures, all three of Montreal, and Benjamin L. Louis, advocate, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Dorzada Corporation Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 preferred shares of \$1 each and into 20,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11778-57)

Edwards Motor Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1957, incorporating: Léo C. Marcotte, advocate, Jacques Viger, office clerk, and Jeanne Gagnon, accountant, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme raffineurs d'huile, graisse, pétrole et de leurs sous-produits et en exercer le commerce, marchands de bois et de charbon et garagistes; exercer le commerce d'automobiles et autres moyens de transport, sous le nom de "Edwards Motor Ltd.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 12105-57)

Feldman Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1957, constituant en corporation: Isidore Greenbaum, avocat, Milton Friefeld, comptable agréé, tous deux de Montréal et Morris Shuter, comptable agréé, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Le nettoyage, la teinture et le rayage de tissus de toute nature et description, sous le nom de "Feldman Products Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 12024-57)

**Glenview Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1957, constituant en corporation: Jean LeBret, administrateur de mines, de St-Siméon, Wm. G. Spence, prospecteur, et S. J. Smiley, avocat tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations afin de découvrir des mines et des minerais, y compris le gaz naturel, pétrole, huile et leurs produits et sous-produits et les négocier, sous le nom de "Glenview Mining Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 11894-57)

Guarantee Floor Covering Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

To carry on business as refiners of oil, grease, petrol and of their by-products and to operate such a business, to be lumber and coal merchants and garage-keepers; to carry on a business dealing in automobiles and in other means of transportation, under the name of "Edwards Motor Ltd.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 750 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12105-57)

Feldman Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1957, incorporating: Isidore Greenbaum, advocate, Milton Friefeld, chartered accountant, both of Montreal, and Morris Shuter, chartered accountant, of St. Laurent, for the following purposes:

Cleaning, dyeing and striping of fabrics of every nature and description, under the name of "Feldman Products Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12024-57)

**Glenview Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1957, incorporating: Jean LeBret, mining executive, of St. Siméon, Wm. G. Spence, prospector, and S. J. Smiley, advocate, both of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals including natural gas, petroleum, oil and their products and by-products and to deal with the same, under the name of "Glenview Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11894-57)

Guarantee Floor Covering Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth

du quinze juin 1957, constituant en corporation: Simon Lemcovitz, administrateur, Netty Mol, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal et Jack Greenstein, avocat, de la ville de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de couvre-planchers, fournitures d'utilité domestique, textiles, vêtements, produits métalliques et plastiques, sous le nom de "Guarantee Floor Covering Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 12139-57)

Hair Preparations Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1957, constituant en corporation: Max Slapack, de la ville de Côte St-Luc, Gregory Charlap et Arthur Shulman, tous deux de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de savons, produits d'iceux, parfums, cosmétiques, préparations pour les cheveux, lotions, crèmes et produits similaires, sous le nom de "Hair Preparations Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 12112-57)

Hénault Électrique & Réfrigération Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1957, constituant en corporation: François Aquin, avocat, de Montréal, Marc Fillion, comptable agréé, de Cartierville, et Paula Deslauriers, secrétaire, de St-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de réfrigération, accessoires et installations électriques, sous le nom de "Hénault Électrique & Réfrigération Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dorion, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 11557-57)

Homeric Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1957, constituant en corporation: Jean Beauregard, avocat, Antoinette Leleu, sté-

day of June, 1957, incorporating: Simon Lemcovitz, executive, Netty Mol, secretary, fille majeure, both of Montreal, and Jack Greenstein, advocate, of the town of Cote St. Luc, for the following purposes:

To manufacture and deal in floor coverings, home furnishings, textiles, wearing apparel, metal and plastic products, under the name of "Guarantee Floor Covering Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12139-57)

Hair Preparations Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1957, incorporating: Max Slapack, of the town of Cote St. Luc, Gregory Charlap and Arthur Shulman, both of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in soap, soap products, perfumes, cosmetics, articles for the hair, lotions, creams and similar products, under the name of "Hair Preparations Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12112-57)

Hénault Électrique & Réfrigération Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1957, incorporating: François Aquin, advocate of Montreal, Marc Fillion, chartered accountant, of Cartierville, and Paula Deslauriers, secretary, of St. Lambert, for the following purposes:

To operate a business dealing in electrical refrigeration, accessories and equipment under the name of "Hénault Électrique & Réfrigération Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Dorion, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11557-57)

Homeric Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1957, incorporating: Jean Beauregard, lawyer, Antoinette Leleu, stenographer,

nographe, fille majeure, tous deux d'Outremont et Antoine Taschereau, avocat, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une corporation de placements, sous le nom de "Homeric Investment Corporation", avec un capital total de \$500,000, divisé en 250,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

spinster, both of Outremont, and Antoine Taschereau, lawyer, of Verdun, for the following purposes:

To carry on the business of an investment corporation, under the name of "Homeric Investment Corporation", with a total capital stock of \$500,000, divided into 250,000 common shares of a par value of \$1 each and into 25,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11954-57)

Intercontinental Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1957, constituant en corporation: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Henry Ballon Nevard, tous trois avocats, Ernest G. Sabloff, notaire, Yolande Fiorini, téléphoniste, fille majeure, John Hamilton, secrétaire, tous six de Montréal et Fay Reta Ross, secrétaire, fille majeure, d'Outremont, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de développement, de construction et de placements, sous le nom de "Intercontinental Development Corporation", avec un capital total de \$1,100,000, divisé en 1,100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 9,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(A.G. 11954-57)

Intercontinental Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1957, incorporating: Samuel Chait, Harry L. Aronovitch, Henry Ballon Nevard, all three advocates, Ernest G. Sabloff, notary, Yolande Fiorini, switchboard operator, spinster of the full age of majority, John Hamilton, secretary, all six of Montreal, and Fay Reta Ross, secretary, spinster of the full age of majority, of Outremont, for the following purposes:

To carry on the business of a land, development, construction and investment company, under the name of "Intercontinental Development Corporation", with a total capital stock of \$1,100,000, divided into 1,100 common shares of a par value of \$100 each and into 9,900 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12143-57)

Island Products Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1957, constituant en corporation: Gilles de Billy, André Gagnon, Claude Gagnon avocats et Conseils en Loi de la Reine, et Claire Kennedy, secrétaire, fille majeure, tous quatre de Sillery, pour les objets suivants:

Exercer un commerce comme marchands de poissons; préparer et faire le commerce d'aliments, produits de la mer et de la forêt, sous le nom de "Island Products Company Ltd.", avec un capital actions divisé en 10,000 actions, catégorie A, de \$10 chacune et 10,000 actions, catégorie B, sans valeur nominale ou au pair et le montant avec lequel, la compagnie commencera ses activités sera \$60,000.

Le siège social de la compagnie sera à Amherst, Îles de la Madeleine, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(A.G. 12143-57)

Island Products Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1957, incorporating: Gilles de Billy, André Gagnon, Claude Gagnon, advocates and Queen's Counsel, and Claire Kennedy, secretary, spinster, all four of Sillery, for the following purposes:

To carry on business as fishmongers; to manufacture and deal in food, sea and forest products, under the name of "Island Products Company Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 shares Class A of \$10 each and into 10,000 shares Class B having no nominal or par value and the amount with which the company will commence its operations will be \$60,000.

The head office of the company will be at Amherst, Magdalen Islands, judicial district of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12102-57)

Kent Supermarket Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1957, constituant en corporation: John Anthony Nolan, de St-Laurent, Claude Wagner, de Montréal et George Wanklyn Hall, de Montréal-Ouest, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme épiciers; fabriquer et exercer le commerce d'accessoires d'hôpitaux et chambres de malades, articles de toilette, savons, parfums, jouets, dispositifs, ferronnerie, journaux, revues et papeterie et vêtements pour hommes et dames, sous le nom de "Kent Supermarket Limited", avec un capital-actions divisé en 4,000 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de \$20,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 12037-57)

Laboratoire Esbay Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1957, constituant en corporation: Lucien Roux, avocat, c.r., de Westmount, J.-Clovis Dagenais, avocat, et Lorraine Côté, secrétaire, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce en général, en gros, des produits pharmaceutiques, remèdes, préparations médicinales, produits chimiques, sous le nom de "Laboratoire Esbay Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 11923-57)

La Cie Pingouins Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1957, constituant en corporation: Errol Klock McDougall, avocat et conseil en loi de la Reine, Walter Austin Johnson, avocat et James Turner Lumsden, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits laitiers de toutes sortes, sous le nom de "La Cie Pingouins Ltée", avec un capital total de \$1,000, divisé en 1,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(A.G. 12102-57)

Kent Supermarket Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1957, incorporating: John Anthony Nolan, of St. Laurent, Claude Wagner, of Montreal, and George Wanklyn Hall, of Montreal West, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as grocers; to manufacture and deal in hospital and sick room supplies, toiletries, soaps, perfumes, tyos, appliances, hardware, newspapers, magazines and stationery and men's and ladies' wear, under the name of "Kent Supermarket Limited", with a capital stock divided into 4,000 shares having non nominal or par value and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$20,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12037-57)

Laboratoire Esbay Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1957, incorporating: Lucien Roux, advocate, Q.C., of Westmount, J. Clovis Dagenais, advocate, and Lorraine Côté, secretary, spinster, both of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, purchase, sell and to carry on generally a wholesale business dealing in pharmaceutical products, medicines, medicinal preparations, chemical products, under the name of "Laboratoire Esbay Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and into 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11923-57)

La Cie Pingouins Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1957, incorporating: Errol Klock McDougall, advocate and Queen's Counsel, Walter Austin Johnson, advocate, and James Turner Lumsden, secretary, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in dairy products of all kinds, under the name of "La Cie Pingouins Ltée", with a total capital stock of \$1,000, divided into 1,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11722-57)

Lamontagne, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1957, constituant en corporation: Jean-Louis Lamontagne, marchand, Sylvio Laflamme, gérant, et Maurice Lamontagne, notaire, tous trois de St-Félicien, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers et restaurateurs, sous le nom de "Lamontagne, Ltée", avec un capital total de \$75,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(A.G. 11722-57)

Lamontagne, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1957, incorporating: Jean-Louis Lamontagne, merchant, Sylvio Laflamme, manager, and Maurice Lamontagne, notary, all three of St-Félicien, for the following purposes:

To carry on business as grocers and restaurant-keepers, under the name of "Lamontagne, Ltée", with a total capital stock of \$75,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12123-57)

La Sentinelle Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin, 1957, constituant en corporation: Mlle Thérèse Gendron, secrétaire, A. Jacques Plante, gérant, et Jacques Taschereau, notaire, tous trois de Malartic, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et publicistes, sous le nom de "La Sentinelle Incorporée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(A.G. 12123-57)

La Sentinelle Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1957, incorporating: Miss Thérèse Gendron, secretary, A. Jacques Plante, manager, and Jacques Taschereau, notary, all three of Malartic, for the following purposes:

To carry on business as printers and publicists, under the name of "La Sentinelle Incorporée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11902-57)

Lawson Products Canada, Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1957, constituant en corporation: Aurélien Noël, comptable agréé, d'Outremont, Claire Mercille, dactylo, célibataire, de St-Lambert et Pauline Bélanger, secrétaire, célibataire, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits naturels, chimiques et plastiques, marchandises, articles et effets se rapportant au tissage, tricot et à l'industrie et au commerce du vêtement, sous le nom de "Lawson Products Canada, Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(A.G. 11902-57)

Lawson Products Canada, Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1957, incorporating: Aurélien Noël, chartered accountant, of Outremont, Claire Mercille, dactylo, single, of St. Lambert, and Pauline Bélanger, secretary, single, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with natural, chemical and plastic products, goods, wares and merchandise connected with the weaving, knitting and clothing industry and trade, under the name of "Lawson Products Canada, Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11671-57)

**Les Industries Lefebvre Inc.
Lefebvre Industries Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(A.G. 11671-57)

**Les Industries Lefebvre Inc.
Lefebvre Industries Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze juin 1957, constituant en corporation: Yvon Lefebvre, Émile Colas, tous deux de Montréal, et Jean Provost, de St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'articles et marchandises faits en tout ou en partie de métaux ou de bois, d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes, quincailliers et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Les Industries Lefebvre Inc.—Lefebvre Industries Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4135, avenue Rouen, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 12115-57)

Les Placements Maisonneuve Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juillet 1957, constituant en corporation: Roland Savignac, René Lachance, tous deux notaires, Françoise Rivest, secrétaire, Mario Du Mesnil, avocat, et Denise Sauvageau, téléphoniste, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille (holding), sous le nom de "Les Placements Maisonneuve Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 11777-57)

L. M. Électrique Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit juin 1957, constituant en corporation: Lionel Mathieu, commerçant, Roselle Dionne, ménagère, épouse commune en biens dudit Lionel Mathieu, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Rita Nantel, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel Ouellette, tous de Granby, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'appareils et accessoires électriques; faire affaires comme entrepreneurs-électriciens, sous le nom de "L. M. Électrique Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 413, avenue du Parc, Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of June, 1957, incorporating: Yvon Lefebvre, Emile Colas, both of Montreal, and Jean Provost, of St-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To operate an industry and business of articles and merchandise made wholly or in part of metal or of wood, automobiles and other means of transportation; to carry on business as garage-keepers, hardware dealers and general building contractors, under the name of "Les Industries Lefebvre Inc.—Lefebvre Industries Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and into 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 4135 Rouen Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12115-57)

Les Placements Maisonneuve Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1957, incorporating: Roland Savignac, René Lachance, both notaries, Françoise Rivest, secretary, Mario Du Mesnil, advocate, and Denise Sauvageau, telephone operator, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on an investment and holding company under the name of "Les Placements Maisonneuve Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11777-57)

L. M. Électrique Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of June, 1957, incorporating: Lionel Mathieu, dealer, Roselle Dionne, housewife, wife common as to property of the said Lionel Mathieu, and duly authorized by him for these present purposes, and Rita Nantel, secretary, wife separate as to property of Marcel Ouellette, all of Granby, for the following purposes:

To carry on a business dealing in electrical apparatus and accessories; to carry on business as electrical contractors, under the name of "L. M. Électrique Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 413 Park Ave., Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11871-57)

Luc Boisvert & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet 1957, constituant en corporation: Luc Boisvert, Gabriel Boisvert, tous deux entrepreneurs, de Stratford Centre, Roland Péloquin, commerçant, de Weedon, et Lucien Lemieux, comptable, de Lac Mégantic, pour les objets suivants:

Promouvoir, remplir et exécuter tous genres de contrats d'entreprise de voirie, de terrassements et de construction, tous genres d'opérations forestières, de chargement ou de transport de matériel et toutes opérations similaires, sous le nom de "Luc Boisvert & Fils Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Stratford Centre, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(A.G. 11871-57)

Luc Boisvert & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1957, incorporating: Luc Boisvert, Gabriel Boisvert, both contractors of Stratford Centre, Roland Péloquin, dealer, of Weedon, and Lucien Lemieux, accountant, of Lake Mégantic, for the following purposes:

To promote, fulfill and execute all kinds of contracts for roads enterprises earthworks and construction, all kinds of forestry operations, loading or transportation of material and all other similar operations, under the name of "Luc Boisvert & Fils Limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Stratford Centre, judicial district of Saint-François.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12069-57)

Maple Claims Bureau Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juillet 1957, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Estelle Thérien et Rita Dufresne, secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme estimateurs et enquêteurs, sous le nom de "Maple Claims Bureau Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(A.G. 12069-57)

Maple Claims Bureau Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of July, 1957, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Estelle Thérien and Rita Dufresne, secretaries, spinsters, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as appraisors and investigators, under the name of "Maple Claims Bureau Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of July, 1957.

P. FRENETTE;
45522 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11844-57)

Marcel Matte Incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit juin 1957, constituant en corporation: Marcel Matte, commerçant, Flore Roy, rentière, veuve, tous deux de Montréal, et Gilbert Matte, commençant, de Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands généraux; exercer le commerce d'effets mobiliers, sous le nom de "Marcel Matte Incorporé", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6944, rue Somerled, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(A.G. 11844-57)

Marcel Matte Incorporé

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eight day of June, 1957, incorporating: Marcel Matte, dealer, Flore Roy, annuitant, widow, both of Montreal, and Gilbert Matte, dealer, of Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To carry on business as general merchants; to operate a business dealing in moveable effects, under the name of "Marcel Matte Incorporé", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 preferred shares of a par value of \$100 each and into 30,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 6944 Somerled St., Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12049-57)

Meridian Import Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1957, constituant en corporation: Donald Kujan, avocat, Rhoda Cohen, secrétaire, et Margaret Johnston, sténographe, toutes deux filles majeures et usant de leurs droits, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits, articles et marchandises composés en tout ou en partie de caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, foudres enduits de plastique, fournitures métalliques pour marchandises textiles et de cuir, verre et sous-produits d'iceux, sous le nom de "Meridian Import Co.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 12038-57)

Metropolis Holding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1957, constituant en corporation: Jules Beauregard, avocat, Edward Hajdukiewicz, agent d'immeubles, Daniel Damov, assistant-gérant, tous trois de Montréal, Claude Beauregard, notaire, de Dorval, et J.-Louis Ferguson, gérant, de Westmount, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements et de portefeuille ("holding"), sous le nom de "Metropolis Holding Ltd.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 12140-57)

Miramar Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept juin 1957, constituant en corporation: Jack Lightstone, Marvin Riback, tous deux avocats et Gerald Cooper, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de textiles, marchandises à la verge, habits et vêtements, sous le nom de "Miramar Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 160 Chemin Bates, ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(A.G. 12049-57)

Meridian Import Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1957, incorporating: Donald Kujan, advocate, Rhoda Cohen, secretary, and Margaret Johnston, stenographer, both filles majeures et usant de leur droits, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and merchandise made in whole or in part of rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, plastic coated materials, metal findings for textiles and leather goods, glass and by-products thereof, under the name of "Meridian Import Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12038-57)

Metropolis Holding Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1957, incorporating: Jules Beauregard, advocate, Edward Hajdukiewicz, real estate agent, Daniel Damov, assistant-manager, all three of Montreal, Claude Beauregard, notary, of Dorval, and J. Louis Ferguson, manager, of Westmount, for the following purposes:

To operate an investment and holding company under the name of "Metropolis Holding Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12140-57)

Miramar Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1957, incorporating: Jack Lightstone, Marvin Riback, both advocates, and Gerald Cooper, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in textiles, yard goods, clothing and wearing apparel, under the name of "Miramar Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 160 Bates Road, town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1957.

P. FRENETTE,
4522-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12145-57)

Mona Lingerie Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1957, constituant en corporation: Abraham Feiner, Isidore Reuben Prazoff, tous deux avocats et Myrna Katz, secrétaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce d'articles et accessoires vestimentaires pour hommes, femmes et enfants, sous le nom de "Mona Lingerie Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(A.G. 12145-57)

Mona Lingerie Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1957, incorporating: Abraham Feiner, Isidore Reuben Prazoff, both advocates, and Myrna Katz, secretary, all three of Montreal, for the following purposes

To manufacture and deal in men's, women's and children's wearing apparel and accessories, under the name of "Mona Lingerie Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and into 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11898-57)

North American Tile Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juillet 1957, constituant en corporation: Roland Robillard, de Rosemère, René Beaudry, de Verdun et Matija Kozina, de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tuiles, couvre-planchers et matériaux de construction, sous le nom de "North American Tile Corporation", avec un capital total de \$100,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 8,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(A.G. 11898-57)

North American Tile Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of July, 1957, incorporating: Roland Robillard, of Rosemère, René Beaudry, of Verdun, and Matija Kozina, of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To deal in tiles, floor coverings and building materials, under the name of "North American Tile Corporation", with a total capital stock of \$100,000, divided into 200 common shares of a par value of \$100 each and into 8,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11838-57)

Northern Resins Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1957, constituant en corporation: Bernard Grégoire, fabricant, Gilbert Fredette, contremaître, Benoît Grégoire, comptable, tous trois de Berthierville, Brad Henderson, chimiste, et Ron Keeling, ingénieur, tous deux de Toronto, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce d'articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de plastique, cuir, caoutchouc, nylon, bois, papier et leurs sous-produits, sous le nom de "Northern Resins Limited", avec un capital total de \$75,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Berthierville, Berthier, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(A.G. 11838-57)

Northern Resins Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1957, incorporating: Bernard Grégoire, manufacturer, Gilbert Fredette, foreman, Benoît Grégoire, accountant, all three of Berthierville, Brad Henderson, chemist, and Ron Keeling, engineer, both of Toronto, for the following purposes:

To manufacture and deal in objects and merchandise, completely or partly of plastic, leather, rubber, nylon, wood, paper and their by-products, under the name of "Northern Resins Limited", with a total capital stock of \$75,000, divided into 2,500 common shares of a par value of \$10 each and into 500 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Berthierville, Berthier county, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12004-57)

**Olivier Iron and Steel Corporation Limited
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze juin 1957, constituant en corporation: Jacques Sénécal, avocat et Conseil en Loi de la Reine, Patrick Emmet Kierans, Albert Bronson Culver, William Randolph Noble, avocats, Adele Pearl, Nora Nash, Eleanor Cohen, Shirley Hay, secrétaires, filles majeures et Estelle Carmel Fyfe, téléphoniste, veuve, tous les neuf de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des recherches et des explorations pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Olivier Iron and Steel Corporation Limited" (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(A.G. 12004-57)

**Olivier Iron and Steel Corporation Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of June, 1957, incorporating: Jacques Sénécal, advocate and Queen's Counsel, Patrick Emmet Kierans, Albert Bronson Culver, William Randolph Noble, advocates, Adele Pearl, Nora Nash, Eleanor Cohen, Shirley Hay, secretaries, spinsters, and Estelle Carmel Fyfe, telephone operator, widow, all nine of Montreal, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with the same, under the name of "Olivier Iron and Steel Corporation Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12148-57)

P. A. Gendron Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1957, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, de Longueuil, Maurice Johnson, avocat, et Florent Bélaire, comptable, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en travaux de pavage et en construction, sous le nom de "P. A. Gendron Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 350 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Rosalie, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(A.G. 12148-57)

P. A. Gendron Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1957, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, of Longueuil, Maurice Johnson, advocate, and Florent Bélaire, accountant, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general contractors in paving and construction, under the name of "P. A. Gendron Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 350 preferred shares of a par value of \$100 each and into 50 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Rosalie, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11966-57)

Peter Vida Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1957, constituant en corporation: Jack Lighstone, Marvin Riback, avocats, et Elie M. Solomon, notaire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires comme agents d'immeubles, entrepreneurs et constructeurs, sous le nom de "Peter Vida Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

(A.G. 11966-57)

Peter Vida Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1957, incorporating: Jack Lighstone, Marvin Riback, advocates, and Elie M. Solomon, notary, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents, contractors and builders, under the name of "Peter Vida Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 11928-57)

Philpen Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1957, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat, de Ville Mont-Royal, Margot Mary Quinn et Mary Elizabeth Spracklin, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Philpen Investments Limited", avec un capital total de \$600 divisé en 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$5 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 22 avenue Arlington, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 11762-57)

Princess Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize juin 1957, constituant en corporation: Max Sydney Kaufman, de Westmount, Joseph Roy Hoffman, de Montréal et Oscar Respitz, de Ville Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Princess Holdings Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 12014-57)

Quality Mail Order House, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept juin 1957, constituant en corporation: Sol Sidney Fels, avocat, de Westmount, Bernard Gardner, avocat, Audrey Mildred Sutherland, veuve et Ruth Itman, fille majeure, toutes deux sténographes, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général qui consiste à manipuler et agir comme négociants de marchandises par le moyen de commandes postales, sous le nom de "Quality Mail Order House, Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11928-57)

Philpen Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1957, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate, of the town of Mount Royal, Margot Mary Quinn and Mary Elizabeth Spracklin, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under name of "Philpen Investments Limited", with a total capital stock of \$600, divided into 100 preferred shares of a par value of \$5 each and into 100 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 22 Arlington Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11762-57)

Princess Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of June, 1957, incorporating: Max Sydney Kaufman, of Westmount, Joseph Roy Hoffman, of Montreal, and Oscar Respitz, of the town of Mount Royal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Princess Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12014-57)

Quality Mail Order House, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of June, 1957, incorporating: Sol Sidney Fels, advocate, of Westmount, Bernard Gardner, advocate, Audrey Mildred Sutherland, widow, and Ruth Itman, spinster of full age, both stenographers, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally a mail order merchandising and jobbers' business, under the name of "Quality Mail Order House, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each and into 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 12045-57)

Ramsay Plate Glass Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept juin 1957, constituant en corporation: Abraham Feiner, Albert Marcus et Isidore Reuben Prazoff, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer, faire le commerce et installer toutes sortes de verre et produits d'icelui, sous le nom de "Ramsay Plate Glass Co. Ltd.", avec un capital total de \$60,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 11779-57)

Rapid Machine Works Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1957, constituant en corporation: Jeannette Desjardins, sténographe, fille majeure, Charles-H. Desjardins et Edward G. Tannage, tous deux avocats, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de machines, de leurs pièces et accessoires, sous le nom de "Rapid Machine Works Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 12040-57)

Roland Thibault Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1957, constituant en corporation: Roland Thibault, commerçant, de Ste-Cécile-de-Milton, Georges-Henri Dureault, avocat et conseil en Loi de la Reine, et Rita Nantel, secrétaire, épouse séparée de biens de Marcel Ouellette, tous deux de Granby, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de l'enlèvement des vidanges et rebuts; exercer le commerce de métaux et du bois, sous le nom de "Roland Thibault Inc.", avec un capital total de \$35,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Route Rurale No 2, Ste-Cécile-de-Milton, district judiciaire de Bedford.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12045-57)

Ramsay Plate Glass Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of June, 1957, incorporating: Abraham Feiner, Albert Marcus and Isidore Reuben Prazoff, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, deal in and install all kinds of glass products, under the name of "Ramsay Plate Glass Co. Ltd.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11779-57)

Rapid Machine Works Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1957, incorporating: Jeannette Desjardins, stenographer, spinster of the full age of majority, Charles-H. Desjardins and Edward G. Tannage, both advocates, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines and their parts and accessories, under the name of "Rapid Machine Works Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12040-57)

Roland Thibault Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1957, incorporating: Roland Thibault, dealer, of Ste-Cécile-de-Milton, Georges-Henri Dureault, advocate and Queen's Counsel, and Rita Nantel, secretary, wife separate as to property of Marcel Ouellette, both of Granby, for the following purposes:

To operate a business dealing with the removal of garbage and refuse; to deal in metals and lumber, under the name of "Roland Thibault Inc.", with a total capital stock of \$35,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Rural Route No. 2, Ste-Cécile-de-Milton, judicial district of Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 12079-57)

Salaison St-Jacques Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1957, constituant en corporation: René Desrochers, épiciier-boucher, Jacqueline Laliberté Desrochers, némagère, épouse commune en biens dudit René Desrochers, et Alcide Chartier, boucher, tous trois de Saint-Jacques, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de salaison, sous le nom de "Salaison St-Jacques Ltée", avec un capital total de \$35,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 150 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jacques, comté de Montcalm, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 12025-57)

Service Credit Bureau Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1957, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, avocat, Sonya Schneyer et Anne Zifkin, toutes deux secrétaires, filles majeures, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Enquêter et faire des rapports aux créanciers sur la situation financière des personnes, marchands, compagnies et corporations et entre souscripteurs, échanger des informations concernant le crédit et l'état financier des marchands, sous le nom de "Service Credit Bureau Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1479 rue Macdonald, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 12096-57)

St. Lawrence Waste Paper Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt juin 1957, constituant en corporation: W. LeM. Owen Carter, avocat, Norma Lee, secrétaire, fille majeure, tous deux de Sillery et Donald MacG. Marvin, avocat, de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce du papier et de tous ses produits, sous le nom de "St. Lawrence Waste Paper Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12079-57)

Salaison St-Jacques Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1957, incorporating: René Desrochers, grocer-butcher, Jacqueline Laliberté Desrochers housewife, wife common as to property of the said René Desrochers, and Alcide Chartier, butcher, all three of Saint-Jacques, for the following purposes:

To operate a business dealing as a meat-packing company under the name of "Salaison St-Jacques Ltée", with a total capital stock of \$35,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 150 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jacques, county of Montcalm, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12025-57)

Service Credit Bureau Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1957, incorporating: Irwin S. Brodie, advocate, Sonya Schneyer and Anne Zifkin, both secretaries, filles majeures, all three of Montreal, for the following purposes:

To enquire and report to creditors upon the financial standing of persons, merchants, firms and corporations and to exchange amongst subscribers information as to the credit and standing of merchants, under the name of "Service Credit Bureau Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 1479, Macdonald Street, St. Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12096-57)

St. Lawrence Waste Paper Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of June, 1957, incorporating: W. LeM. Owen Carter, advocate, Norma Lee, secretary, spinster, both of Sillery, and Donald MacG. Marvin, advocate, of Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in paper and paper products of all kinds, under the name of "St. Lawrence Waste Paper Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à La Petite Rivière, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 12154-57)

Titanic Land Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six juin 1957, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, avocat, Laurence Capelovitch, étudiant et Jean McFarlane, réceptionniste, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir, détenir et posséder des terrains avec ou sans bâtisses dans la ville de Rivière-des-Prairies, Québec et ses environs; et les subdiviser et y construire une ou des bâtisses et agir comme vendeurs, bailleurs et administrateurs d'immeubles relativement à ceux, sous le nom de "Titanic Land Corp.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

(P.G. 11532-57)

Tracy Finance Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un juin 1957, constituant en corporation: Roger Lussier, Jean Lussier, Rodrigue Lussier et Jean Guertin, tous quatre courtiers en assurances, de Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme prêteurs d'argent en général, sous le nom de "Tracy Finance Inc.", avec un capital total de \$500,000, divisé en 2,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 250,000 actions communes d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 12080-57)

**Verdun Développements & Entreprises
Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-neuf juin 1957, constituant en corporation: Garcia Poulin, auditeur public accrédité, Antoinette Simard Poulin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Garcia Poulin, et Jacques Poulin, employé civil, tous de Verdun, pour les objets suivants:

Entretenir et exploiter des biens immobiliers de toutes sortes, notamment un ou des établissements commerciaux tels que centres d'achats, masions de rapport et stations de service, sous le

The head office of the company will be at La Petite Rivière, judicial district of Québec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12154-57)

Titanic Land Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of June, 1957, incorporating: Jonathan J. Robinson, advocate, Laurence Capelovitch, student, and Jean McFarlane, receptionist, spinster, all of the age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To acquire and to hold and own land with or without buildings in the town of Rivière-des-Prairies, Québec, and its environs; and to subdivide same and to construct thereon a building or buildings and act as real estate vendors, lessors and administrators in connection therewith, under the name of "Titanic Land Corp.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11532-57)

Tracy Finance Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of June, 1957, incorporating: Roger Lussier, Jean Lussier, Rodrigue Lussier and Jean Guertin, all four insurance brokers, of Sorel, for the following purposes:

To carry on business generally as money lenders under the name of "Tracy Finance Inc.", with a total capital stock of \$500,000, divided into 2,500 preferred shares of a par value of \$100 each and into 250,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of June, 1956.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12080-57)

**Verdun Développements & Entreprises
Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of June, 1957, incorporating: Garcia Poulin, accredited public auditor, Antoinette Simard Poulin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Garcia Poulin, and Jacques Poulin, civil employee, all of Verdun, for the following purposes:

To maintain and operate moveable property of all kinds, notably one or more commercial establishments such as shopping centres, apartment houses and service stations, under the name

nom de "Verdun Développements & Entreprises Limitée", avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,500 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 12126-57)

Windsor Travel Bureau Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-cinq juin 1957, constituant en corporation: Milton Lowen Klein, Arthur Irving Bronstein, tous deux avocats, et Arthur Daniel Ruby, comptable, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence touristique générale, sous le nom de "Windsor Travel Bureau Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522 P. FRENETTE.

of "Verdun Développements & Entreprises Limitée", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office to the Attorney General, this nineteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12126-57)

Windsor Travel Bureau Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-fifth day of June, 1957, incorporating: Milton Lowen Klein, Arthur Irving Bronstein, both advocates, and Arthur Daniel Ruby, accountant, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a general tourist agency, under the name of "Windsor Travel Bureau Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

(P.G. 11518-57)

Bufrey Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf juin 1957, à la compagnie "Bufrey Investments Inc.", modifiant certaine disposition de ses lettres patentes de constitution en corporation.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(A.G. 11518-57)

Bufrey Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June nineteenth, 1957, to the "Bufrey Investments Inc." amending certain provisions of its incorporation by letters patent.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12054-57)

Club des Marchands Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit juin 1957, à la compagnie "Club des Marchands Limitée", 1° subdivisant ses 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune en 10,000 actions ordinaires de \$10 chacune; 2° réduisant son capital de \$350,000 à \$225,000; le capital-actions annulé étant divisé en 25,000 actions privilégiées de \$5; 3° convertissant les 25,000 actions privilégiées de \$5 restantes en 25,000 actions privilégiées classe "B" de \$5 chacune; 4° augmentant son capital de \$225,000 à \$350,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 1,250 actions privilégiées classe "A" de \$100; 5° modifiant les dispositions des lettres patentes de constitution en corporation de ladite compagnie.

(A.G. 12054-57)

Club des Marchands Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June eighteenth, 1957, to the company "Club des Marchands Limitée", 1. subdividing its 1,000 common shares of \$100 each into 10,000 common shares of \$10 each; 2. reducing its capital stock from \$350,000 to \$225,000; the cancelled capital stock being divided into 25,000 preferred shares of \$5; 3. converting the 25,000 remaining preferred shares into 25,000 class "B" shares of \$5 each; 4. increasing its capital stock from \$225,000 to \$350,000; the additional capital stock being divided into 1,250 preferred class "A" shares of \$100; 5. amending the provisions of the incorporation letters patent of the said company.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 11957-57)

Hôpital Saint-Michel

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du six juin 1957, à la corporation "Hôpital Saint-Michel", étendant ses pouvoirs en portant le montant auquel sont limités les biens immobiliers que ladite corporation peut posséder de \$300,000 à \$5,000,000.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 11367-57)

La Compagnie Nationale de Patates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept juin 1957, à "La Compagnie Nationale de Fruits et Légumes Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 19 octobre 1956, changeant son nom en celui de "La Compagnie Nationale de Patates Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 11487-57)

Liska Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-huit juin 1957, à la compagnie "Zentima Co. Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 20 octobre 1955, changeant son nom en celui de "Liska Co. Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le dix-huit juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(P.G. 10935-57)

Lov'lee Made Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept juin 1957, à la compagnie "Lov'lee Made Inc.", augmentant son capital de \$10,000 à \$100,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 8,900 actions privilégiées de \$10 et en 1,000 actions privilégiées classe B de \$1.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11957-57)

Hôpital Saint-Michel

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated June sixth, 1957, to the corporation "Hôpital Saint-Michel", extending its powers by carrying the amount to which are limited the immoveable property that the said corporation may hold from \$300,000 to \$5,000,000.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11367-57)

La Compagnie Nationale de Patates Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated June seventeenth, 1957, to the company "La Compagnie Nationale de Fruits et Légumes Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act by letters patent of October 19, 1956, changing its name into that of "La Compagnie Nationale de Patates Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11487-57)

Liska Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated June eighteenth, 1957, to the company "Zentima Co. Inc." incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated October 20, 1955, changing its name into that of "Liska Co. Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this eighteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10935-57)

Lov'lee Made Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, dated June seventeenth, 1957, to the company "Lov'lee Made Inc." increasing its capital stock from \$10,000 to \$100,000; the additional capital stock being divided into 8,900 preferred shares of \$10 and into 1,000 preferred class B shares of \$1.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10160-57)

Lucine Parant & Fils Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-neuf juin 1957, à la compagnie "Lucien Parant & Fils Limitée", augmentant son capital de \$20,000 à \$270,000; le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-neuf juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(A.G. 10160-57)

Lucine Parant & Fils Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June nineteenth, 1957, to the company "Lucien Parant & Fils Limitée", increasing its capital stock from \$20,000 to \$270,000; the additional capital stock being divided into 2,500 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10686-56)

National Coal and Oil Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept juin 1957, à la compagnie "National Coal Co. Ltd.", constituée en corporation, sous le nom originaire de "National Coal & Grain Co.", en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 3 mars 1928, et par lettres patentes supplémentaires du 26 septembre 1946, changeant ledit nom originaire en celui de "National Coal Co. Ltd.", et par de nouvelles lettres patentes supplémentaires en date du 7 novembre 1949, changeant de nouveau son nom en celui de "National Coal and Oil Co. Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(A.G. 10686-56)

National Coal and Oil Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June seventeenth, 1957, to the company "National Coal Co. Ltd.", incorporated into a corporation under the original name of "National Coal & Grain Co.", under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent from March 3, 1928, and by supplementary letters patent of September 26, 1946, changing the said original name into that of "National Coal Co. Ltd.", and by new supplementary letters patent dated November 7, 1949, again changing its name into that of "National Coal and Oil Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney-General, this seventeenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10083-57)

Plant's Machinery Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au Lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes de la compagnie "Plant's Machinery Limited", en date du 23 janvier 1957, en y remplaçant, dans la description dudit nom, le mot "Limited" par le mot "Incorporated", de manière que le nom de la compagnie se lise: "Plant's Machinery Incorporated".

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juillet 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(A.G. 10083-57)

Plant's Machinery Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, has been pleased to correct the letters patent of the company "Plant's Machinery Limited", dated January 23, 1957, by replacing therein, in the description of the said name, the word "Limited" by the word "Incorporated", so that the name of the company will read: "Plant's Machinery Incorporated".

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of July, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11877-56)

The Export Corporation (of Canada) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix-sept juin 1957, à la compagnie "The Export Corporation (of Canada) Limited", réduisant son capital de \$60,000 à \$40,000; le capital-actions annulé étant divisé en 200 actions privilégiées de \$100.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept juin 1957.

L'Assistant-procureur général suppléant,
45522-o P. FRENETTE.

(A.G. 11877-57)

The Export Corporation (of Canada) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June seventeenth, 1957, to the company "The Export Corporation (of Canada) Limited", reducing its capital stock from \$60,000 to \$40,000; the cancelled capital stock being divided into 200 preferred shares of \$100.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of June, 1957.

P. FRENETTE,
45522 Acting Deputy Attorney General.

Avis divers

(P.G. 10907-57)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le seize juillet 1957, approuvé les règlements de "Les Associés de Neuve-France", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province le trente et un juillet 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45525-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 11344-57)

NIKOR MINES LTD.

Règlement 3

Un règlement qui augmente le nombre de directeurs

"Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de trois (3) à huit (8), de manière que le bureau de direction de la compagnie soit dorénavant composé de huit (8) directeurs."

Décrété ce 19e jour de juin 1957.

(Sceau) Le Président,
P. B. PITCHER.
Le Secrétaire,
45526 A. C. S. STEAD.

(P.G. 11648-56)

RÈGLEMENT N° 3

de la compagnie "Panel Investment Corporation — Corporation de Placement Panel"

Règlement N° 3, concernant la modification du nombre des directeurs.

"Le nombre des directeurs de la compagnie "Panel Investment Corporation — Corporation de Placement Panel" est changé de cinq (5) qu'il était auparavant à celui de dix (10) et l'article 3 du règlement N° 1 est révoqué en conséquence."

Copie certifiée du règlement N° 3 de la Compagnie "Panel Investment Corporation — Corporation de Placement Panel" dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le sixième jour de mai 1957, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le sixième jour de mai 1957 par les actionnaires dûment détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

(Sceau) Le Secrétaire,
45527-o L. VERREAULT.

(P.G. 11254-57)

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a, le vingt-six juillet 1957, approuvé le règlement N° 1 de "L'Association des Propriétaires du Parc de la Montagne — Mountain Park Homeowners Association", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le trente juillet 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45546-o JEAN BRUCHÉSI.

Miscellaneous Notices

(A.G. 10907-57)

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy-Attorney General, the Honourable the Provincial Secretary has, on July sixteenth, 1957, approved the by-laws of "Les Associés de Neuve-France", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Secretary of the Province on July thirty-first, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45525 Under Secretary of the Province.

(A.G. 11344-57)

NIKOR MINES LTD.

By-law 3

A by-law increasing the number of directors

"The number of Directors of the company be and the same is hereby increased from three (3) to eight (8), so that the Board of Directors of the company shall hereafter be composed of eight (8) Directors."

Enacted this 19th day of June, 1957.

(Seal) P. B. PITCHER,
President.
45526-o A. C. S. STEAD,
Secretary.

(A.G. 11648-56)

BY-LAW No. 3

of the Company "Panel Investment Corporation — Corporation de Placement Panel"

By-law No. 3, concerning the modification in the number of Directors.

"The number of the Directors of the company "Panel Investment Corporation — Corporation de Placement Panel" is change from five (5) that it was heretofore to that of ten (10) and section 3 of by-law No. 1 is consequently revoked."

Certified copy of by-law No. 3 of the company "Panel Investment Corporation — Corporation de Placement Panel" duly adopted at a meeting of the Directors held on the sixth day of May 1957, and approved at a special general meeting of the company held on the sixth day of May, 1957 by the shareholders duly holding amongst themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

(Seal) L. VERREAULT,
45527 Secretary.

(A.G. 11254-57)

Notice is hereby given that, on the recommendation of the Deputy Attorney General, the Honourable Secretary of the Province has, on July twenty-six, 1957, approved the by-law No. 1 of "L'Association des Propriétaires du Parc de la Montagne — Mountain Park Homeowners Association", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies' Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July thirtieth, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45546 Under Secretary of the Province.

MABART INVESTMENT LIMITED

Règlement "Y"

un règlement pour autoriser la distribution de l'actif de la compagnie.

Qu'il soit et il est, par les présentes, décrété ce qui suit:

1° L'actif de la compagnie sera distribué au pro rata entre ses actionnaires suivant leurs droits respectifs et conformément aux directives de distribution données à la compagnie par tous les actionnaires.

2° Tout deux officiers ou directeurs de la compagnie sont, par les présentes, autorisés et dirigés pour, en faveur et au nom de la compagnie à signer, exécuter, délivrer et apposer le sceau de la compagnie à tous tels actes, conventions, documents, instruments et écrits et faire, exécuter ou ordonner de faire et exécuter tous tels actes et choses qu'ils peuvent, à leur discrétion, considérer opportuns aux fins d'effectuer et donner effet à la distribution de son actif entre ses actionnaires conformément aux dispositions précédentes du présent règlement.

Certifié vraie copie du règlement "Y" adopté à une assemblée des directeurs de Mabart Investments Limited tenue le 22 mai 1957, et approuvé, ratifié et confirmé à l'unanimité par tous les votes donnés à l'assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie convoquée pour le considérer et tenue le même jour.

Montréal, P.Q., 22 mai 1957.

(Sceau) Le Président,
J. AIRD NESBITT.
Le Secrétaire,
G. BEARDMORE.

45548

MABART INVESTMENT LIMITED

By-law "Y"

a by-law to authorize the distribution of the company's assets.

Be it and it is hereby enacted as follows:

1. The assets of the company shall be distributed rateably amongst its shareholders in accordance with their respective rights or in accordance with the directions for distribution given to the company by all the shareholders.

2. Any two officers or directors of the company are hereby authorized and directed, for and on behalf and in the name of the company, to sign, execute and deliver, and affix the seal of the company to, all such deeds, agreements, documents, instruments and writings and do and perform or cause to be done and performed all such acts and things as they, in their discretion, may consider to be expedient for the purpose of carrying out and giving effect to the distribution of its assets amongst its shareholders in accordance with the foregoing provisions of this by-law.

Certified to be a true copy of By-law "Y" adopted at a meeting of the Directors of Mabart Investments Limited held on May 22nd, 1957, and approved, ratified and confirmed unanimately by all the votes cast at the Special general meeting of the shareholders of said company called for considering the same and held on the same day.

Montreal, P.Q., May 22nd, 1957.

(Seal) J. AIRD NESBITT,
President.
G. BEARDMORE,
Secretary.

45548-0

Chartes — Abandon de

KENCO EXPLORATIONS (UNGAVA) LIMITED
(No Personal Liability)

Avis est par les présentes donné que "Kennco Explorations (Ungava) Limited" (No Personal Liability), une corporation constituée en vertu de la loi des Compagnies Minières de Québec et ayant son siège social dans la Cité de Québec, s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la loi des Compagnies de Québec.

Daté à Québec, ce 1er jour d'août 1957.

Le Secrétaire,
ANDRÉ GAGNON.

45528-0

Charters — Surrender of

KENCO EXPLORATIONS (UNGAVA) LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Kennco Explorations (Ungava) Limited" (No Personal Liability), a corporation organized under the Quebec Mining Companies' Act and having its Head Office at the City of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the Provisions of Quebec Companies' Act.

Dated at Quebec, this first day of August, 1957.

ANDRÉ GAGNON,
Secretary.

45528-0

MABART INVESTMENTS LIMITED

AVIS

En vertu des dispositions de la Loi des Compagnies de Québec, telle qu'amendée, "Mabart Investments Limited" donne avis par les présentes, qu'elle fera application à l'honorable Procureur Général de Québec pour qu'il accepte l'abandon de sa charte et en ordonne son annulation, et fixe une date à compter de laquelle elle sera dissoute.

Montréal, P.Q., le 22 mai 1957.

Le Secrétaire,
G. BEARDSMORE.

45548-0

MABART INVESTMENTS LIMITED

NOTICE

Under the provisions of the Quebec Companies' Act, as amended, "Mabart Investments Limited" hereby gives notice that it will make application to the Honourable the Attorney-General of Quebec for acceptance of the surrender of its charter and to direct its cancellation and fix a date upon and from which it shall be dissolved.

Montreal, P.Q., May 22nd, 1957.

G. BEARDSMORE,
Secretary.

45548-0

AVIS

La compagnie "Mercerie Bernard Lauzon Men's Wear Inc." (ci-devant "Laurent Fabien Incorporée") donne avis par les présentes qu'elle demandera à l'honorable Procureur Général de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être fixée.

Montréal, 30 juillet 1957.

45539-o

Le Secrétaire,
RENÉ GADOUA.

Province de Québec — District de Montréal

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Davis Knitting Mills Inc.", une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 2e jour d'août 1957.

45549

Le Secrétaire,
A. SOCARANSKY.

LES ENTREPRISES CATELLIER LTÉE

Avis est par la présente donné que "Les Entreprises Catellier Ltée" une compagnie constituée sous la Loi des Compagnies de la province de Québec et ayant sa principale place d'affaire à St-Georges de Beauce demandera au procureur général de la province la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Québec, ce 5e jour d'août 1957.

45550-o

LES ENTREPRISES CATELLIER LTÉE,
Par le Secrétaire,
LS-GEORGES FORTIN.

Compagnie dissoute

(P.G. 11058-57)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au Procureur général d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "St. Lawrence Floor & Wall Tile Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 octobre 1953.

Avis est de plus donné qu'à compter du trente et un juillet 1957, ladite compagnie a été dissoute.

Daté du bureau du Procureur général, le premier août 1957.

45522-o

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Demande à la Législature

Province de Québec
COMTÉ DE DRUMMOND

Avis public est par les présentes donné que Claude Rocheleau, sergent de police de la Sûreté Provinciale, de Drummondville, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session,

NOTICE

"Mercerie Bernard Lauzon Men's Wear Inc." (formerly "Laurent Fabien Incorporée") hereby gives notice that application will be made to the honourable Attorney-General for the Province of Quebec for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

Montreal, July 30, 1957.

45539-o

RENÉ GADOUA,
Secretary.

Province of Quebec — District of Montreal

Notice is hereby given that "Davis Knitting Mills Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its Charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of August, 1957.

45549-o

A. SOCARANSKY,
Secretary.

LES ENTREPRISES CATELLIER LTÉE

Notice is hereby given that "Les Entreprises Catellier Ltée" a corporation constituted under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of St-Georges deBeauce, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Quebec, this 5th day of August, 1957.

45550-o

LES ENTREPRISES CATELLIER LTÉE,
LS-GEORGES FORTIN,
Secretary.

Company Dissolved

(A.G. 11058-57)

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Attorney General has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St. Lawrence Floor & Wall Tile Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated October 9, 1953.

Notice is also given that from and after July thirty-first 1957, the said company has been dissolved.

Dated at the office of the Attorney General, this first day of August, 1957.

45522

P. FRENETTE,
Acting Deputy Attorney General.

Application to Legislature

Province of Quebec
COUNTY OF DRUMMOND

Public notice is hereby given by these presents that Claude Rocheleau, Police Sergeant for the Provincial Police Force of Drummondville, will apply to the Quebec Legislature at its next ses-

pour l'adoption d'une loi aux fins d'autoriser les légataires fiduciaires nommés par le testament de feu Dame Julie Lalanne, veuve de Antoine Rocheleau, à lui remettre sa part d'héritage sans attendre qu'il ait atteint l'âge de 35 ans, tel que mentionné au testament.

45457-30-4-o L'avocat du requérant,
PAUL ROUSSEAU, C.R.

sion, for the adoption of an Act for the purposes of authorizing the fiduciary legatees named in the will of the late Dame Julie Lalanne, widow of Antoine Rocheleau, to remit to him his share of the inheritance without waiting until he reaches the age of 35, as mentioned in the testament.

45457-30-4 PAUL ROUSSEAU, Q.C.,
Advocate of the Petitioner.

**Département de l'Agriculture
Industrie Laitière**

**Department of Agriculture
Dairy Industry**

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE
OF QUEBEC

Ordonnance N° 4-56B
(Région de Sherbrooke)

Order No. 4-56B
(Region of Sherbrooke)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Québec.

Séance du mercredi, le 31 juillet 1957, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Meeting of Wednesday, July 31st, 1957, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10 o'clock in the morning.

Présents: MM. Omer-E. Milot, président, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand, et Walter D. Lowe, commissaires, et Alphonse Savoie, secrétaire.

Present: Messrs. Omer-E. Milot, President, Joseph Hébert, Adrien Angers, J.-Albert Chartrand and Walter D. Lowe, Commissioners, and Alphonse Savoie, Secretary.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° L'article 2 de l'ordonnance N° 4-56, publiée dans la Gazette officielle de Québec du 10 novembre 1956, est remplacé par le suivant:

1. Article 2 of Order No. 4-56, published in the Quebec Official Gazette of November 10th, 1956, is replaced by the following:

"2° La région de Sherbrooke comprend la cité de Sherbrooke; les villes de Bromptonville, Lennoxville et Windsor; les villages de Deauville, North Hatley et Waterville; la paroisse de St-François-de-Brompton; ainsi que la municipalité de Rock Forest."

"2. The region of Sherbrooke includes the city of Sherbrooke; the towns of Bromptonville, Lennoxville and Windsor; the villages of Deauville, North Hatley and Waterville; the parish of St. François-de-Brompton; and also the municipality of Rock Forest."

2° La présente ordonnance entrera en vigueur le 16 août 1957.

2. The present Order shall come into force on August 16th, 1957.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans la Gazette officielle de Québec.

The secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the Quebec Official Gazette.

Signé: OMER-E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire,
J.-A. CHARTRAND, commissaire,
WALTER D. LOWE, commissaire.

Signed: OMER-E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner,
J.-A. CHARTRAND, Commissioner,
WALTER D. LOWE, Commissioner.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.
45523-o

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary.
45523-o

Département de l'Instruction Publique

Department of Education

N° 324-55.

No. 324-55.

Québec, le 23 juillet 1957.

Quebec, July 23, 1957.

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire du village de Ste-Rosalie, dans le comté de Bagot, le territoire ci-dessous décrit pour l'annexer à la municipalité scolaire de la Cité de St-Hyacinthe, dans le comté de St-Hyacinthe.

Application is made to detach from the school municipality of the village of Ste-Rosalie, in the county of Bagot, the territory hereinunder described to annex it to the school municipality of the city of St-Hyacinthe, in the county of St. Hyacinthe.

Un certain territoire faisant partie du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Rosalie, dans le comté de Bagot, renfermé dans les limites suivantes, savoir: Commençant au point "A" du plan préparé par l'arpenteur-géomètre Grégoire

A certain territory forming part of the official cadastre of the parish of Ste-Rosalie, in the county of Bagot, enclosed within the following limits, to wit: Starting at point "A" of the prepared plan by the surveyor Grégoire Girard, on May

Girard, le 8 mai 1957, lequel point indique l'intersection de la ligne sud-est du chemin public en front du rang II de la paroisse de Ste-Rosalie, avec la ligne de division entre les lots 130 et 131; du point "A" suivant la ligne de division entre les lots 130 et 131 vers le sud-est jusqu'au point "B"; de là vers le sud-ouest suivant le cours d'eau "Donat Girard N° 8948" en traversant les lots 131, 132, 133, 135 et 136 jusqu'au point "C"; de là vers le sud-est suivant la ligne de division entre les lots 136 et 137 jusqu'au point "D"; de là vers le sud-ouest suivant la ligne nord-ouest du Boulevard Sir Wilfrid Laurier jusqu'au point "E"; de là vers le nord-ouest suivant la ligne de division entre le lot 143A-16 et une partie non subdivisée du lot 143A jusqu'au point "F"; de là vers le sud-ouest suivant la ligne de division entre le lot 143A-15 et le lot 143A-16 jusqu'au point "G"; de là vers le nord-ouest suivant la ligne de division entre les lots 143A-15, 143A-61, 143A-24, 143A-63 d'une part, 143A-18, 143A-19, 143A-60, 143A-22, 143A-23, 143A-62 d'autre part jusqu'au point "H"; de là vers le nord suivant la ligne de division entre les lots 143A-64, 143A-67, 143A-70, 143A-75, 143A-77, 143A-80, 143A-84, 142-96, 142-100, 143-103, 142-110, 142-111, 142-112 d'une part, 143A-62, 143A-63, 143A-66, 143A-71 à 143A-74 inclusivement, 143A-78, 143A-81 à 143A-83 inclusivement, 142-97 à 142-99 inclusivement, 142-104 à 142-109 inclusivement d'autre part jusqu'au point "I"; de là vers le sud-ouest suivant la ligne de division entre le lot 142-109 et le lot 142-92 jusqu'au point "J"; de là vers le nord suivant la ligne est du chemin public jusqu'au point "K"; de là vers le nord-est suivant la ligne sud-est du chemin public jusqu'au point "A", point de départ.

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45495-31-2-o

O. J. DÉSAULNIERS.

N° 241-57.

Québec, le 24 juillet 1957.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Jeanne-de-Neuville, dans le comté de Portneuf, en celui de "La municipalité scolaire de Ste-Jeanne-de-Pont-Rouge, dans le comté de Portneuf".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45496-31-2-o

O. J. DÉSAULNIERS.

N° 345-56.

Québec, le 1er août 1957.

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire du village de St-Bruno, dans le comté de Chambly, en celui de "La municipalité scolaire de St-Bruno, dans le comté de Chambly".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
45542-32-2-o

O. J. DÉSAULNIERS.

8, 1957, which point indicates the intersection of the southeast line of the public road in front of range II of the parish of Ste-Rosalie, with the dividing line between lots 130 and 131; from point "A" following the dividing line between lots 130 and 131 on the southeast to the point "B"; thence on the southwest following the watercourse "Donat Girard No. 8948" crossing lots 131, 132, 133, 135 and 136 as far as point "C"; thence, on the southeast following the dividing line between lots 136 and 137 as far as point "D"; thence on the southwest following the northwest line of the Sir Wilfrid Laurier Boulevard as far as point "E"; thence on the northwest following the dividing line between lot 143A-16 and an undivided part of lot 143A as far as point "F"; thence, on the southwest following the dividing line between lot 143A-15 and lot 143A-16 as far as point "G"; thence on the northwest following the dividing line between lots 143A-15, 143A-16, 143A-24, 143A-63 on one part, 143A-18, 143A-19, 143A-60, 143A-22, 143A-23, 143A-62 on the second part to the point "H"; thence on the north following the dividing line between lots 143A-64, 143A-67, 143A-70, 143A-75, 143A-77, 143A-80, 143A-84, 142-96, 142-100, 143-103, 142-110, 142-111, 142-112 on one part, 143A-62, 143A-63, 143A-66, 143A-71 to 143A-74 inclusively, 143A-78, 143A-81 to 143A-84 inclusively, 142-97 to 142-99 inclusively, 142-104 to 142-109 inclusively on the other part as far as point "I"; thence on the southwest following the dividing line between lot 142-109 and lot 142-92 as far as point "J"; thence on the north following the east line of the public road as far as point "K"; thence on the northeast following the southeast line of the public road as far as the point "A", starting point.

45495-31-2

O. J. DÉSAULNIERS.
Superintendent of Education.

No. 241-57.

Quebec, July 24, 1957.

Application is made to change the name of the school municipality of Ste-Jeanne-de-Neuville, in the county of Portneuf, into that of "The School Municipality of Ste-Jeanne-de-Pont-Rouge, in the county of Portneuf".

45496-31-2

O. J. DÉSAULNIERS.
Superintendent of Education.

No. 345-56.

Quebec, August 1st, 1957.

Application is made to change the name of the school municipality of the village of St-Bruno, in the county of Chambly, into that of "The School Municipality of St-Bruno, in the county of Chambly".

45542-32-2

O. J. DÉSAULNIERS.
Superintendent of Education.

Department du Travail

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), qu'il se propose de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil la modification suivante au décret N° 1658 du 17 mai 1944, dans sa teneur modifiée, relatif au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec.

Department of Labour

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that he intends to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendment to the decree No. 1658 of May 17, 1944, as amended, relating to the food products retail trade in the region of Québec:

Le paragraphe "g" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"g) En plus des employés agissant comme sténo-dactylo ou commis de bureau, caissière ou téléphoniste, et des employés préposés au pesage et à l'emballage des produits alimentaires préparés pour la vente au détail, tout employeur, dans chacun de ses établissements, a le droit d'embaucher trois employés du sexe féminin rémunérés selon leur taux et leur classification ou comme employés surnuméraires, quelque soit le nombre de salariés à son emploi. Tous les autres salariés du sexe féminin doivent être rémunérés au taux des employés du sexe masculin."

Le présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 10 août 1957. 45545-0

Subsection "g" of section IV will be replaced by the following:

"g) Besides employees working in the capacity of stenographer-typist or office clerk, cashier or telephone operator, and employees whose work is concerned with the weighing and wrapping of food products prepared for the retail market, every employer, in every one of his establishments, may employ three female employees remunerated according to their rate and classification or remunerated as temporary employees, irrespective of the number of employees of his employ. All other female employees shall be remunerated on the same basis as male employees."

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 10, 1957. 45545-0

Départements des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

NOTICE

Cadastre officiel de la paroisse de Longue Pointe (municipalité de ville d'Anjou) division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que le lot 424-81 est corrigé et que les lots 424-82 à 424-93 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 24 juillet 1957.
Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

45524-0

Official cadastre of the parish of Longue Pointe (municipality of town of Anjou) registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lot 424-81 has been corrected and lots 424-82 to 424-93 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, July 24, 1957.
Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

45524-0

Lettres patentes

Letters Patent

(P.G. 11911-57)

Re: Airbonne Equipment Limited

Au sujet du titre de l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, Tome 89, N° 31, du 3 août 1957, page 2724, concernant la compagnie ci-haut mentionnée, on est prié de noter que le nom de ladite compagnie est bien: "Airbonne Equipment Limited".

45482-0-x

Hôpital Saint-François d'Assise
de La Sarre

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de l'article 25 de la Loi constituant en corporation Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph, 5-6 Elizabeth II, chapitre 158, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du huit juillet 1957,

(A.G. 11911-57)

Re: Airbonne Equipment Limited

Concerning the title of the notice published in the *Quebec Official Gazette*, volume 89, No. 31, of August 3, 1957, page 2724, regarding the above mentioned company, kindly note that the name of the said company is: "Airbonne Equipment Limited".

45482-0-x

Hôpital Saint-François d'Assise
de La Sarre

Notice is hereby given that under the provisions of section 25 of the Act incorporating Les Oblates Franciscaines de Saint-Joseph, 5-6 Elizabeth II, chapter 158, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated July eighth, 1957, in-

constituant en corporation l'“Hôpital Saint-François d'Assise de La Sarre”.

Le siège social de la corporation ci-haut mentionnée est situé en la ville de La Sarre.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le sept août 1957.

Le Sous-secrétaire de la province,
45566-o JEAN BRUCHÉSI.

incorporating the “Hôpital Saint-François d'Assise de La Sarre”.

The head office of the corporation above mentioned is situated in the town of La Sarre.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August seventh, 1957.

JEAN BRUCHÉSI,
45566 Under Secretary of the Province.

Ministère des Finances Assurances

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

Attendu que “American Manufacturers Mutual Insurance Company”, dont le siège social est situé à Chicago, Illinois, États-Unis d'Amérique, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec auprès de “Lumbermens Mutual Casualty Company”, dont le siège social est situé à Chicago, Illinois, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance qui a pris effet le 31 décembre 1956;

Attendu que “American Manufacturers Mutual Insurance Company” s'est conformée aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de “American Manufacturers Mutual Insurance Company” est annulé à compter du 1er juillet 1957.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 31 juillet 1957.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
45541-31-2-o Surintendant des assurances.

Department of Finance Insurance

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

Whereas “American Manufacturers Mutual Insurance Company”, whose head office is situated in Chicago, Illinois, United States of America, has reinsured all its business in the Province of Quebec with “Lumbermens Mutual Casualty Company”, whose head office is situated in Chicago, Illinois, United States of America, according to a reinsurance agreement which has taken effect on the 31st of December 1956;

Whereas “American Manufacturers Mutual Insurance Company” has otherwise complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the registration of “American Manufacturers Mutual Insurance Company” is cancelled as from the 1st of July 1957.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, on the 31st of July 1957.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
45541-31-2-o Superintendent of Insurance.

Office des Marchés Agricoles du Québec

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la loi des Marchés Agricoles du Québec, (4-5 Elizabeth II, Chap. 37) l'Office des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné et déclaré en vigueur le plan conjoint suivant, dûment approuvé par 76.7% en nombre et en valeur des producteurs intéressés.

Le plan conjoint est désigné: “Le plan conjoint des producteurs de lait du Québec à la Cie Carnation”.

L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan conjoint se nommera: “l'office des producteurs de lait du Québec à la Cie Carnation” et il aura sa place d'affaires à Sherbrooke, Que.

Cet office de producteurs sera formé de sept membres qui devront être des producteurs *bona fide* fournisseurs de lait à la Cie Carnation, dont un sera Président, un Vice-président et un troisième, Trésorier.

L'Association de langue anglaise sera représentée par deux membres et l'Association de langue française par cinq membres dans l'office provisoire. Subséquemment, la représentation pour chaque association dans l'office des producteurs sera proportionnelle au pourcentage de production totale livrée à l'acheteur par les membres de chaque association.

Quebec Agricultural Marketing Board

NOTICE

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, Chap. 37), the Quebec Agricultural Marketing Board sanctions and declares in force, the following marketing plan duly approved by 76.7% in number and value of all the producers concerned:

The plan is designated as: “The Quebec Carnation Company Milk Producers' Plan.”

The producers' board established following the approval of the plan shall be designated as “The Quebec Carnation Company Milk Producers' Board” and will have its office in Sherbrooke, P.Q.

The producers' board shall consist of seven members who must be *bona fide* milk producers suppliers to Carnation Company, one of whom shall be president, one vice-president, another treasurer.

The English-speaking Association shall be represented by two producer-members, and the French-speaking Association by five producer-members on the provisional producers' board. Subsequently, the representation of each association on the producers' board shall be proportionate to the percentage of total production delivered to the purchaser by the members of each association.

Les membres provisoires de l'office des producteurs ci-dessus seront:

The provisional members of the producers' board shall be:

Nom Name	Occupation Occupation	Adresse Address
ADALBERT PERREAULT,	Cultivateur-producteur — Farmer-producer	Bromptonville (Richmond) Que.
CLAYTON BERNARD Directeur	Cultivateur-producteur — Farmer-producer	Waterville (Compton) Que.
AURÉLIEN RIVARD,	Cultivateur-producteur — Farmer-producer	Ascot Corner (Compton) Que.
PHILIPPE OUELLETTE,	Cultivateur-producteur — Farmer-producer	Stoke Centre (Richmond) Que.
PHILIPPE ST-ONGE,	Cultivateur-producteur — Farmer-producer	Windsor Mills (Richmond) Que.
ANTONIO LABBÉ,	Cultivateur-producteur — Farmer-producer	Bury (Compton) Que.
R. G. HODGE, Président	Cultivateur-producteur — Farmer-producer	Cookshire (Compton) Que.

Ils resteront en fonction pour au plus douze mois à partir de la sanction du plan conjoint par l'Office des Marchés Agricoles du Québec, à moins d'être démis de leurs fonctions par une majorité des producteurs soumis au plan ou par l'effet de la Loi des Marchés Agricoles du Québec.

They shall hold office for not more than twelve months after the sanctioning of the present plan by the Quebec Agricultural Marketing Board unless they have been relieved of their office by a majority of the producers bound by the plan or consequent to the provisions of the Quebec Agricultural Marketing Act.

Subséquentement, les membres de l'office seront élus à la majorité des votes par une assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint; laquelle sera tenue dans un délai qui n'excèdera pas soixante jours de la présentation du rapport financier annuel;

The subsequent members of the producers' board shall be elected by a majority of the votes cast at the annual meeting of all the producers bound by the plan, which meeting shall be held not later than sixty days after presentation of the annual financial report.

Le plan conjoint dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées à l'office des producteurs de lait du Québec à la Cie Carnation, régira tous les producteurs de lait *bona fide* de la province de Québec livrant leur lait et produits laitiers à la Cie Carnation à ses usines de la province de Québec.

The administration and direction of the plan which is entrusted to "The Quebec Carnation Company Milk Producers' Board" shall bind all *bona fide* milk producers of the Province of Quebec shipping their milk and dairy products to any of the Carnation Company plants in the Province of Quebec.

Les pouvoirs, les attributions et les obligations de l'office des producteurs de lait du Québec à la Cie Carnation, en plus de ceux qui lui ressortiront de la personnalité civile et corporative, seront les suivants:

The powers, functions and obligations of the Quebec Carnation Company Milk Producers' Board shall, in addition to the powers and prerogatives arising out of its civil and corporate capacity, be the following:

EN GÉNÉRAL:

GENERALLY:

a) Rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan de la gestion et de l'administration de l'office y compris la présentation d'un état financier détaillé;

a) Render an annual account to the producers bound by the plan, of the administration and management of the producers' board, together with a detailed financial statement;

b) Fournir à l'Office des Marchés Agricoles du Québec tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger;

b) Furnish to the Quebec Agricultural Marketing Board such information and documents which it may request;

c) Surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché des produits du lait en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés: producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs;

c) Supervise, co-ordinate and improve the marketing of dairy products with due regard to the legitimate interests of producers, processors, traders and consumers;

d) Négocier avec l'acheteur la mise en marché et la vente du lait et produits laitiers, produits sur les fermes des producteurs régis par le plan conjoint. L'agent de négociation et de vente sera l'office des producteurs de lait du Québec à la Cie Carnation ou ses délégués;

d) Negotiate with the buyer the marketing and sale of milk and dairy products from the farms of the producers bound by the plan. The negotiating and selling agent shall be the Quebec Carnation Company Milk Producers' Board or its delegates;

e) Orienter la production selon les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché des produits de qualité en se conformant aux exigences des règlements d'hygiène et des normes d'inspection et de classification décrétés par toute autorité ayant juridiction en la matière;

e) Orient production according to the needs of the market, profit by existing markets, and insure the marketing of quality products by conforming to health regulations, inspection and grading standards decreed by the competent authorities.

ET PARTICULIÈREMENT:

a) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de lait aux usines de l'acheteur;

b) Les conditions, modalités et prix du transport des produits laitiers aux usines ou postes de réception de l'acheteur;

c) L'appréciation de la qualité, de la quantité, de l'essayage et de la pesée des produits laitiers par les représentants attitrés et compétents de l'office des producteurs de lait du Québec à la Cie Carnation;

d) Autorisation d'un prélevé par l'acheteur, à même les montants payables aux producteurs pour l'achat de leur produit, pour le remettre à l'office des producteurs aux fins exclusives de défrayer les dépenses normales d'administration du plan conjoint. Ce prélevé sera de un cent et quart (1¼) par cent livres de lait au maximum et dans nul cas il devra excéder les frais probables et prévisibles d'une administration efficace, y compris les dépenses utiles ou nécessaires à la préparation, la présentation, l'approbation et la mise en marché initiale du plan: dépassé ce niveau, les tropperçus seront sujets à ristourne;

Le prélevé sera payable par tous les producteurs soumis au plan conjoint et de la manière prescrite par l'office des producteurs, sauf toute exemption ou exception consentie par l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

e) Nommer un comité de bonne entente, composé de trois producteurs, choisis parmi les groupes de langue française et de langue anglaise, pour étudier les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan conjoint. Faute d'accord entre les parties, le comité fera rapport à l'office des producteurs qui tentera à son tour de régler à l'amiable les différends;

f) Convenir avec l'acheteur d'un comité de coopération pour adjuer sur les différends qui pourront survenir entre lui et l'office des producteurs dans le cours de l'exécution du plan conjoint;

g) Former, faute d'accord avec l'acheteur, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuer obligatoirement sur le ou les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

h) Fixer la durée et la date de renouvellement du plan conjoint et des conventions qui pourront en découler;

i) Protéger les producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toute activité ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan conjoint;

j) Tels autres pouvoirs que l'Office des Marchés Agricoles du Québec pourra, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder à l'office des producteurs.

L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis, est "l'office des producteurs de lait du Québec à la Cie Carnation" qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs de produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique.

PARTICULARLY:

a) The conditions of admission and dismissal of producers-suppliers to the purchaser's plants;

b) The conditions, modalities, prices of haulage of milk and dairy products to the plants or receiving stations of the purchaser;

c) Representation on behalf of the producers, by competent and duly accredited representatives appointed by the Quebec Carnation Company Milk Producers' Board, for the appreciation of the quality, quantity, essaying and weighing of the products delivered by the producers;

d) Authorization of a levy to be deducted by the buyer or the selling agents from the sums payable to the producers for the sale of their products, such levy to be remitted to the producers' board in order to defray the normal administration expenditures of the joint plan. The maximum levy shall be one and one quarter cents per hundred pounds and in no case shall it exceed the probable and foreseeable costs of an efficient administration, including the necessary or useful, expenditures incurred in the preparation, presentation, approval and initial application of the plan.

The levies remaining with the producers' board after the above-designated expenditures have been paid, shall be subject to reimbursement to the producers. The levy shall be payable by all the producers bound by the plan in the manner prescribed by the producers' board, subject however to any exemption or exception granted by the Quebec Agricultural Marketing Board.

e) Appoint a "Bonne Entente" committee composed of three producers, selected among the French and English-speaking groups, to study the grievances of producers relating to the application of the plan. Failing agreement between the parties, the committee shall report to the producers' board which shall in time, endeavour to settle the grievances;

f) Establish with the buyer, a Committee of Co-operation to decide upon the grievances which may arise between them and the producers' board in the course of the execution of the plan;

g) Failing agreement with the buyer, either in the negotiation or execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a binding decision on any or all conflicts submitted to it. This board may be the Quebec Agricultural Marketing Board.

h) Fix the duration and renewal of the plan and the agreements arising therefrom;

i) Protect the producers, their officers or representatives against reprisals which might be exercised against them, for their activities in the presentation, adoption or application of the plan;

j) Such other powers as the Quebec Agricultural Marketing Board may, on demand, deem useful or opportune to grant to the producers' board.

The body constituted to supervise and control the carrying out of the plan defined in the present notice is the "Quebec Carnation Company Milk Producers' Board" which is vested with civil and corporate authority and all the powers and prerogatives relating thereto.

The present plan comes into force as from the present notice, and is thereupon executory and binding upon all the producers and buyers of the farm products enumerated in the plan and within the territory to which it applies.

Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec l'office des producteurs ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Montréal, le 25 juillet 1957.

Le Président.
(Judge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

45540-o

The purchasers or their accredited representatives or agents shall be bound to negotiate with the producers' board or its negotiating agents, for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Montreal, July 25th, 1957.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

45540-o

Sièges sociaux

Avis est donné que la compagnie "Champion Litho Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 17ième jour de juin 1957, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal a établi son bureau au numéro 7030 de la rue Querbes à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 16ième jour de juillet 1957.

45529-o

MAURICE PAIEMENT.

P. A. GENDRON INC.

Avis est donné que la compagnie "P. A. Gendron Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 26 juin 1957 et ayant son bureau principal à Ste-Rosalie, comté de Bagot, district de St-Hyacinthe, a établi son bureau au N° 165 blvd Laurier, à Ste-Rosalie.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Ste-Rosalie, ce 23ième jour de juillet 1957.

45530-o

Le Président,
PIERRE-ALPHONSE GENDRON.

(P.G. 12322-52)

PARADIS, MESSIER CIE LIMITÉE

Règlement N° V

concernant le changement du siège social de la compagnie.

"Le siège social et le bureau principal de la Cie Paradis Messier Ltée est transporté de Montréal, où il était auparavant à Ville St-Michel, dans le comté de Laval, au N° 7240 du Boulevard Pie IX, et le règlement N° I de la compagnie est modifié en conséquence."

Copie certifiée du règlement N° V dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 20 décembre 1956, et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 20 décembre 1956 par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

(Sceau)
45531-o

Le Secrétaire,
MARCEL RIVARD.

Notice is hereby given that the company "Champion Litho Inc." incorporated by letters patent dated June 17, 1957, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 7030 Querbes, in Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal place of business.

Given at Montreal, this 16th day of July, 1957.

45529

MAURICE PAIEMENT.

P. A. GENDRON INC.

Notice is hereby given that "P. A. Gendron Inc.", company incorporated by letters patent on June 26th, 1957 and having its head office in Ste-Rosalie, Bagot county, district of St-Hyacinthe, has established its office at 165 Laurier Blvd, in Ste-Rosalie.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Ste-Rosalie, this 23rd day of July 1957.

45530-o

PIERRE-ALPHONSE GENDRON,
Presidett.

(A.G. 12322-52)

PARADIS, MESSIER CIE LIMITÉE

By-law No. V

concerning the change of Head Office of the company.

"The head office and the principal place of business of the Cie Paradis, Messier Ltée is transferred from Montreal, where it was heretofore at Ville St. Michel, in the county of Laval, at No. 7240 of Boulevard Pie IX, and by-law No. I of the company is consequently amended."

Certified copy of by-law No. V duly adopted at a meeting of the Directors held on December 20, 1956, and approved at a special general meeting of the company held on December 20, 1956, by the shareholders holding amongst themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

(Seal)
45532

MARCEL RIVARD,
Secretary.

Avis est donné que la compagnie "Placements Lasalle Limitée — Lasalle Investments Limited", constituée en corporation en date du 1er février 1957 par lettres patentes et ayant son bureau principal dans la cité de Québec a établie son bureau au numéro 1024 de la rue des Érables.

Notice is hereby given that the company "Placements Lasalle Limitée — Lasalle Investments Limited", incorporated under date of February 1st, 1957 by letters patent and having its head office in the city of Quebec, has established its office at number 1024 Maple Avenue.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 25ième jour de juin 1957.
Le Secrétaire,
45532-o GUY LETARTE.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 25th day of June, 1957.
GUY LETARTE,
Secretary.

Avis est donné que la compagnie "Shefford Électrique Inc.", constituée en corporation par lettres patentes, en date du 15 octobre 1956, ayant son principal bureau en la cité de Granby, district de Bedford, a établi son bureau au N° 220 de la rue Principale, en la cité de Granby.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie, comme étant son principal bureau.

Daté à Granby, ce 19 juillet, 1957.
Le Président,
45533-o JOSEPH AMBROISE COMEAU.

Notice is hereby given that the company "Shefford Électrique Inc.", incorporated by letters patent, dated October 15, 1956, having its principal office in the city of Granby, district of Bedford, has established its office at No. 220 Principal Street, in the city of Granby.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Granby, July 19, 1957.
JOSEPH AMBROISE COMEAU,
President.

Extrait du procès-verbal d'une Assemblée Spéciale des Directeurs de la compagnie "Strato Transport Limitée", tenue à Montréal, au N° 10, de la rue St-Jacques Ouest, le 29 mai 1957, à 10 heures de l'avant-midi, à laquelle prenaient part Monsieur Paul Forget, Président de la compagnie, Madame Jeannette Forget, Vice-Présidente de la compagnie et Monsieur Jean-Guy Forget, Secrétaire-Trésorier de la compagnie, tous trois étant les seuls Directeurs de la compagnie.

"Monsieur Paul Forget, président de la compagnie, fait remarquer que, tant en vertu des lettres patentes qui incorporent la compagnie qu'en vertu des règlements généraux de la compagnie, celle-ci a son siège social à Montréal, mais que l'adresse précise de ce siège social devrait être déterminée.

Sur motion proposée par Monsieur Jean-Guy Forget, secondée par Madame Jeannette Forget, il est unanimement résolu d'adopter le règlement N° 24 de la compagnie, statuant que le siège social de la compagnie sera situé à 2265, de la rue Sauriol, à Montréal 12."

Extrait certifié conforme au procès-verbal de l'Assemblée ci-dessus mentionnée, à l'endroit et à la date précités, ce 4ème jour de juillet mil neuf cent cinquante-sept.

(Seau) Le Secrétaire-trésorier,
45547-o JEAN-GUY FORGET.

Excerpt of the Minutes of a special meeting of the Directors of the company "Strato Transport Limitée", held at Montreal, at No. 10 St. James St. West, on May 29, 1957, at 10 o'clock in the forenoon, at which took part Mr. Paul Forget, President of the company, Mrs. Jeannette Forget, Vice-President of the company and Mr. Jean-Guy Forget, Secretary-Treasurer of the company, all three being the only Directors of the Company.

"Mr Paul Forget, President of the company wishes to state that, under letters patent which incorporate the company under the general by-laws of the company, the latter has its head office at Montreal, but that the precise address of this head office should be determined.

By motion proposed by Mr. Jean-Guy Forget, seconded by Mrs. Jeannette Forget, it is unanimously resolved to adopt by-law No. 24 of the company, enacting that the head office of the company will be situated at 2265, Sauriol Street, at Montreal 12."

Certified excerpt in conformity to the Minutes of the Meeting above mentioned, at the place and date above cited, this 4th day of July, one thousand nine hundred and fifty-seven.

(Seal) JEAN-GUY FORGET,
45547 Secretary-Treasurer.

Soumissions

Province of Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA CITÉ DE CHICOUTIMI
(Comté de Chicoutimi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Joseph Bonneau, secrétaire-trésorier, 36 est, rue Jacques-Cartier, Chicoutimi, comté de Chicoutimi, jusqu'à 7.30 heures p.m., mardi le 27 août 1957, pour l'achat de \$305,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la cité de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, datées du 1er septembre 1957 et remboursables par séries du 1er septembre 1958 au 1er septembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt

Tenders

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF THE CITY OF CHICOUTIMI
(County of Chicoutimi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Joseph Bonneau, secretary-treasurer, 36 Jacques-Cartier, East, Chicoutimi, county of Chicoutimi, until 7.30 o'clock p.m., Tuesday, August 27, 1957 for the purchase of an issue of \$305,000.00 of bonds of the School Commissioners for the Municipality of the city of Chicoutimi, county of Chicoutimi, dated September 1st, 1957 and redeemable serially from September 1st, 1958 to September 1st, 1977, inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest

peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 28 mai 1956 — \$45,000.00 — achat de terrains; et résolution d'emprunt en date du 22 mai 1957 — \$260,000.00 — construction d'une école de douze classes dans la paroisse St-Antoine.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$305,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er septembre 1958.....x	\$30,000.00
1er septembre 1959.....x	32,000.00
1er septembre 1960.....x	34,000.00
1er septembre 1961.....x	36,000.00
1er septembre 1962.....x	38,000.00
1er septembre 1963.....	6,000.00
1er septembre 1964.....	7,000.00
1er septembre 1965.....	7,000.00
1er septembre 1966.....	7,000.00
1er septembre 1967.....	8,000.00
1er septembre 1968.....	8,000.00
1er septembre 1969.....	8,000.00
1er septembre 1970.....	9,000.00
1er septembre 1971.....	10,000.00
1er septembre 1972.....	10,000.00
1er septembre 1973.....	10,000.00
1er septembre 1974.....	11,000.00
1er septembre 1975.....	11,000.00
1er septembre 1976.....	11,000.00
1er septembre 1977.....	12,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$169,116.80, accordé par le Secrétaire de la province et payable en cinq versements annuels de \$33,823.36 chacun, de 1958 à 1962 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance 10 ans et 15 ans. L'adjudication sera faite, conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er septembre 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er septembre 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er septembre 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 27 août 1957, à 7.30 heures p.m., en l'école St-Michel, 36 est, rue Jacques-Cartier, Chicoutimi, comté de Chicoutimi.

may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 28, 1956 — \$45,000.00 — purchase of land; and loan resolution dated May 22, 1957 — \$260,000.00 — construction of a school of twelve classrooms in the parish of St-Antoine.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from September 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$305,000.00 — 20 years

Year	Capital
September 1st, 1958.....x	\$30,000.00
September 1st, 1959.....x	32,000.00
September 1st, 1960.....x	34,000.00
September 1st, 1961.....x	36,000.00
September 1st, 1962.....x	38,000.00
September 1st, 1963.....	6,000.00
September 1st, 1964.....	7,000.00
September 1st, 1965.....	7,000.00
September 1st, 1966.....	7,000.00
September 1st, 1967.....	8,000.00
September 1st, 1968.....	8,000.00
September 1st, 1969.....	8,000.00
September 1st, 1970.....	9,000.00
September 1st, 1971.....	10,000.00
September 1st, 1972.....	10,000.00
September 1st, 1973.....	10,000.00
September 1st, 1974.....	11,000.00
September 1st, 1975.....	11,000.00
September 1st, 1976.....	11,000.00
September 1st, 1977.....	12,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$169,116.80 granted by the Provincial Secretary and payable in five instalments of \$33,823.36 each, from 1958 to 1962 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to September 1st, 1964 inclusive if issued as ten-year short-term bonds, prior to September 1st, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to September 1st, 1967 inclusive if issued for a twenty-year term; after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, August 27, 1957, at 7.30 o'clock p.m., at the St-Michel School, 36 Jacques-Cartier St., East, Chicoutimi, county of Chicoutimi.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi, (Comté de Chicoutimi), ce 5 août 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
JOSEPH BONNEAU.

36 est, rue Jacques-Cartier,
Chicoutimi,
(Comté de Chicoutimi), P.Q. 45535-0

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi, (County of Chicoutimi), August 5, 1957.

JOSEPH BONNEAU,
Secretary-Treasurer.

36 Jacques-Cartier, East,
Chicoutimi,
(County of Chicoutimi), P.Q. 45535

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL

MONTRÉAL METROPOLITAN COMMISSION

Avis relatif à la vente
\$6,376,000.00 — Obligations en série

Notice of sale
\$6,376,000.00 — Serial bonds

Avis est par les présentes donné que des soumissions sous enveloppe scellée, portant l'indication "Soumissions pour Obligations", adressée à la Commission Métropolitaine de Montréal, seront reçues par cette dernière à son bureau, 506 est, rue Ste. Catherine, Montréal, jusqu'à onze heures de l'avant-midi, le 28 août 1957, pour l'achat de \$6,376,000.00 d'obligations en série que ladite Commission se propose d'émettre.

Notice is hereby given that sealed "Tenders for Bonds", addressed to the Montreal Metropolitan Commission shall be received by the latter at its office 506 Ste. Catherine Street East, Montreal, until eleven o'clock in the forenoon, August 28th, 1957, for the purchase of \$6,376,000.00 of serial bonds issued by the said Commission.

Les obligations seront datées du 1er novembre 1957, seront émises en coupures de \$100.00 chacune ou tout multiple de cette somme au choix de l'acheteur, avec coupons d'intérêt payables le 1er mai et le 1er novembre de chaque année, pourront être enregistrées quant au principal et seront remboursables comme suit:

The bonds shall be issued in denominations of \$100.00 each or any multiple of this amount at the choice of the purchaser, with interest coupons payable on the first of May and first of November of each year, may be registered as to principal, shall be dated November 1st, 1957 and shall mature as follows:

Année	Montant
Novembre 1958.....	\$271,000.00
Novembre 1959.....	286,000.00
Novembre 1960.....	299,000.00
Novembre 1961.....	313,000.00
Novembre 1962.....	302,000.00
Novembre 1963.....	317,000.00
Novembre 1964.....	334,000.00
Novembre 1965.....	348,000.00
Novembre 1966.....	365,000.00
Novembre 1967.....	256,000.00
Novembre 1968.....	240,000.00
Novembre 1969.....	252,000.00
Novembre 1970.....	264,000.00
Novembre 1971.....	278,000.00
Novembre 1972.....	184,000.00
Novembre 1973.....	193,000.00
Novembre 1974.....	202,000.00
Novembre 1975.....	212,000.00
Novembre 1976.....	218,000.00
Novembre 1977.....	1,242,000.00

Year	Amount
November 1958.....	\$271,000.00
November 1959.....	286,000.00
November 1960.....	299,000.00
November 1961.....	313,000.00
November 1962.....	302,000.00
November 1963.....	317,000.00
November 1964.....	334,000.00
November 1965.....	348,000.00
November 1966.....	365,000.00
November 1967.....	256,000.00
November 1968.....	240,000.00
November 1969.....	252,000.00
November 1970.....	264,000.00
November 1971.....	278,000.00
November 1972.....	184,000.00
November 1973.....	193,000.00
November 1974.....	202,000.00
November 1975.....	212,000.00
November 1976.....	218,000.00
November 1977.....	1,242,000.00

Total \$6,376,000.00

Total \$6,376,000.00

Le principal et l'intérêt seront payables en monnaie légale du Canada, au bureau principal de la Banque Toronto-Dominion, dans les cités de Montréal, Québec ou Toronto au choix du porteur.

The principal and the interest shall be payable in lawful money of Canada at the principal office of Toronto-Dominion Bank, in the cities of Montreal, Quebec or Toronto at the holder's option.

Chaque soumission devra spécifier le ou les taux d'intérêt (qui devront être en multiples de 1/8 de 1% et ne pas dépasser 5 1/2%) que porteront les obligations et le pris en dollars canadiens (à l'exclusion de l'intérêt couru) qui sera payé à la Commission Métropolitaine de Montréal pour les obligations; cette soumission devra en outre stipuler le paiement à la Commission Métropolitaine de Montréal de l'intérêt couru du 1er novembre 1957 à la date de paiement et de livraison des obligations.

Each tender shall specify the interest rate or rates (which shall be a multiple of 1/8 of 1% and shall not exceed 5 1/2%) to be borne by the bonds and the price expressed in Canadian dollars (exclusive of accrued interest) to be paid to the Montreal Metropolitan Commission for the bonds and shall provide that accrued interest from November 1st, 1957, to the date of payment therefor and delivery thereof will be paid to the Montreal Metropolitan Commission.

Toute soumission devra être pour l'émission totale.

All tenders must be for the total amount of the issue.

Toute soumission doit être accompagnée d'un chèque visé et tiré sur une banque à charte

Each tender must be accompanied by a cheque drawn on a chartered bank doing business in

faisant affaires à Montréal, égal à 1% du montant en principal du présent emprunt.

Le chèque déposé par un soumissionnaire dont l'offre aura été rejetée lui sera remis sans retard et le chèque de celui dont l'offre aura été acceptée sera retenu par la Commission Métropolitaine de Montréal et appliqué en paiement partiel du prix d'achat des obligations, ou servira à garantir la Commission pour tout dommage au cas où ce soumissionnaire ne donnerait pas suite à son offre.

La Commission Métropolitaine n'est pas obligée d'accepter aucune des soumissions.

Toute soumission devra être faite sur des formules fournies par la Commission Métropolitaine de Montréal, que toute personne qui désire soumissionner pourra se procurer au bureau de la Commission Métropolitaine de Montréal, 506 est, rue Ste. Catherine, Montréal.

Tout soumissionnaire pourra aussi se procurer au bureau de la Commission Métropolitaine de Montréal le prospectus et obtenir tous autres renseignements dont il pourra avoir besoin.

Les municipalités auxquelles s'étend l'action de la Commission Métropolitaine de Montréal, savoir; les Cités de Westmount, Outremont, Verdun, Lachine, St. Laurent et Saint-Michel, et les Villes de Montréal-Ouest, Hampstead, LaSalle, Saint-Pierre, Mont-Royal, Montréal-Est, Pointe-aux-Trembles et Montréal-Nord y compris la Cité de Montréal, sont conjointement et solidairement responsables du présent emprunt.

Les soumissions seront ouvertes en séance publique de la Commission Métropolitaine qui aura lieu le 28 août 1957, à onze heures de l'avant-midi, au bureau de cette dernière, 506 est, rue Ste. Catherine, Montréal.

La Commission Métropolitaine de Montréal paiera toutes les dépenses de préparation, d'émission et de livraison des obligations intérimaires et définitives ainsi que d'échange des obligations intérimaires pour des obligations définitives.

COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL,
Le Secrétaire-trésorier,
45534-o (Signé) E. BRISEBOIS.

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES PROTESTANTES
POUR LA MUNICIPALITÉ DE GRENVILLE
(Comté d'Argenteuil)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, R. C. Whinfield, secrétaire-trésorier, Calumet, comté d'Argenteuil, jusqu'à 8.00 heures p.m., mercredi, 28 août 1957 pour l'achat de \$210,000.00 d'obligations des Commissaires d'Écoles Protestantes pour la Municipalité de Grenville, comté d'Argenteuil, datées du 2 juillet 1957 et remboursables par séries du 2 juillet 1958 au 2 juillet 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année payable semi-annuellement les 2 janvier et 2 juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt datée du 13 mai 1957 — Construction d'une extension à l'école intermédiaire.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 2 septembre 1957.

Montreal and certified by it, equal to 1% of the principal amount of the present loan.

The cheque deposited by the tenderers whose tenders have been rejected shall be returned to them without delay, and that of the successful tenderer will be retained by the Commission to be applied in part payment of the purchase price of the bonds or to secure the Commission against any loss resulting from the failure of the tenderer to comply with the terms of his tender.

The Montreal Metropolitan Commission does not bind itself to accept any of the tenders.

Each tender must be made on forms furnished by the Commission. Such forms may be obtained at the office of the Montreal Metropolitan Commission, 506 Ste. Catherine Street East, Montreal.

The prospectus and any other details concerning the present issue may also be obtained at the office of the Montreal Metropolitan Commission.

The municipalities subject to the control of the Commission that is; the cities of Westmount, Outremont, Verdun, Lachine, Saint-Laurent and Saint-Michel and the towns of Montreal-West, Hampstead, Lasalle, St. Pierre, Mount-Royal, Montreal-East, Pointe-au-Trembles and Montreal-North, including the city of Montreal, are jointly and severally responsible for the present loan.

The tenders shall be opened at a public meeting of the Commission to be held on August 28th, 1957, at eleven o'clock in the forenoon, at the office of the Montreal Metropolitan Commission, 506 Ste. Catherine Street East, Montreal.

The Montreal Metropolitan Commission will pay all expenses in connection with the preparation, issued and delivery of interim and definitive bonds and the exchange of interim bonds for definitive bonds.

THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION
(Signed) E. BRISEBOIS,
45534-o Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

THE PROTESTANT SCHOOL COMMISSIONERS FOR
THE MUNICIPALITY OF GRENVILLE
(County of Argenteuil)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned R. C. Whinfield, Secretary-Treasurer, Calumet, county of Argenteuil, until 8.00 o'clock p.m., Wednesday, August 28, 1957, for the purchase of an issue of \$210,000.00 of bonds of the Protestant School Commissioners for the Municipality of Grenville, county of Argenteuil, dated July 2nd, 1957, and redeemable serially from July 2nd, 1958 to July 2nd, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on January 2nd and July 2nd of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated May 13th, 1957 — Building of an extension to the Intermediate School.

Only for the purpose of awarding the issue, computation of interest will be made as September 2, 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — \$210,000.00 — 20 ans

Table of redemption — \$210,000.00 — 20 years

Année	Capital
2 juillet 1958	x \$29,000.00
2 juillet 1959	x 30,500.00
2 juillet 1960	x 32,500.00
2 juillet 1961	x 34,000.00
2 juillet 1962	3,500.00
2 juillet 1963	3,500.00
2 juillet 1964	4,000.00
2 juillet 1965	4,000.00
2 juillet 1966	4,000.00
2 juillet 1967	4,500.00
2 juillet 1968	4,500.00
2 juillet 1969	5,000.00
2 juillet 1970	5,500.00
2 juillet 1971	5,500.00
2 juillet 1972	6,000.00
2 juillet 1973	6,000.00
2 juillet 1974	6,500.00
2 juillet 1975	7,000.00
2 juillet 1976	7,000.00
2 juillet 1977	7,500.00

Year	Capital
July 2nd, 1958	x \$29,000.00
July 2nd, 1959	x 30,500.00
July 2nd, 1960	x 32,500.00
July 2nd, 1961	x 34,000.00
July 2nd, 1962	3,500.00
July 2nd, 1963	3,500.00
July 2nd, 1964	4,000.00
July 2nd, 1965	4,000.00
July 2nd, 1966	4,000.00
July 2nd, 1967	4,500.00
July 2nd, 1968	4,500.00
July 2nd, 1969	5,000.00
July 2nd, 1970	5,500.00
July 2nd, 1971	5,500.00
July 2nd, 1972	6,000.00
July 2nd, 1973	6,000.00
July 2nd, 1974	6,500.00
July 2nd, 1975	7,000.00
July 2nd, 1976	7,000.00
July 2nd, 1977	7,500.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi de \$130,000, accordé par le Secrétaire de la province et payable en quatre versements de \$32,500 chacun, de 1958 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, les soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour les obligations à courte échéance de 10 ans et à courte échéance de 15 ans. L'adjudication sera faite conformément à la Loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Grenville, comté d'Argenteuil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 2 juillet 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 2 juillet 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 2 juillet 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des Commissaires d'Écoles qui sera tenue mercredi, 28 août 1957 à 8.00 heures p.m., à "Grenville Consolidated School", Grenville, comté d'Argenteuil.

Les Commissaires d'Écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$130,000, granted by the Provincial Secretary and payable in four instalments of \$32,500 each, from 1958 to 1961 inclusively, will be received and applied to the service of this loan.

In addition, tenders may be sent and shall be considered for ten-year short-term bonds and for fifteen-year short-term bonds. The award shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Grenville, county of Argenteuil.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be callable before July 2nd, 1964 inclusively if issued at ten-year short-term, before July 2nd, 1965 inclusively if issued at fifteen-year short-term, and before July 2nd, 1967 inclusively if issued for the twenty-year-term; after these latter dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, August 28th, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the Grenville Consolidated School, Grenville, county of Argenteuil.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Grenville, (Comté d'Argenteuil), ce 6 août 1957.

Grenville, (County of Argenteuil), this 6th of August, 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
R. C. WHINFIELD.

R. C. WHINFIELD,
Secretary-Treasurer.

Calumet,
(Comté d'Argenteuil), P.Q.

Calumet,
(County of Argenteuil), P.Q.

45543

45543-0

Province of Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA
MUNICIPALITÉ DE STE-SOPHIE
(Comté de Mégantic)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Wilbrod Prince, secrétaire-trésorier, Ste-Sophie, comté de Mégantic, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 26 août 1957, pour l'achat de \$88,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Sophie, comté de Mégantic, datées du 1er août 1957 et remboursables par séries du 1er août 1958 au 1er août 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 10 juin 1957 — Construction d'une école au village.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er sept. 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$88,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er août 1958.....	x \$17,000.00
1er août 1959.....	x 17,500.00
1er août 1960.....	x 18,500.00
1er août 1961.....	1,500.00
1er août 1962.....	1,500.00
1er août 1963.....	1,500.00
1er août 1964.....	1,500.00
1er août 1965.....	1,500.00
1er août 1966.....	1,500.00
1er août 1967.....	2,000.00
1er août 1968.....	2,000.00
1er août 1969.....	2,000.00
1er août 1970.....	2,000.00
1er août 1971.....	2,000.00
1er août 1972.....	2,500.00
1er août 1973.....	2,500.00
1er août 1974.....	2,500.00
1er août 1975.....	2,500.00
1er août 1976.....	3,000.00
1er août 1977.....	3,000.00

Les "x" indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de \$55,312.50, accordé par le Secrétaire de la province et payable en trois versements de \$18,437.50 chacun, de 1958 à 1960 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Plessisville, comté de Mégantic.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er août 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE
MUNICIPALITY OF STE-SOPHIE
(County of Megantic)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Wilbrod Prince, Secretary-Treasurer, Ste-Sophie, county of Megantic, until 8.00 o'clock p.m., Monday, August 26, 1957, for the purchase of an issue of \$88,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of Ste. Sophie, county of Megantic, dated August 1st, 1957, and redeemable serially from August 1st, 1958 to August 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on February 1st, and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated June 10, 1957 — Construction of a school in the village.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from September 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$88,000.00 — 20 years.

Year	Capital
August 1st, 1958.....	x \$17,000.00
August 1st, 1959.....	x 17,500.00
August 1st, 1960.....	x 18,500.00
August 1st, 1961.....	1,500.00
August 1st, 1962.....	1,500.00
August 1st, 1963.....	1,500.00
August 1st, 1964.....	1,500.00
August 1st, 1965.....	1,500.00
August 1st, 1966.....	1,500.00
August 1st, 1967.....	2,000.00
August 1st, 1968.....	2,000.00
August 1st, 1969.....	2,000.00
August 1st, 1970.....	2,000.00
August 1st, 1971.....	2,000.00
August 1st, 1972.....	2,500.00
August 1st, 1973.....	2,500.00
August 1st, 1974.....	2,500.00
August 1st, 1975.....	2,500.00
August 1st, 1976.....	3,000.00
August 1st, 1977.....	3,000.00

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of \$55,312.50 granted by the Provincial Secretary and payable in three instalments of \$18,437.50 each, from 1958 to 1960 inclusively, shall be received and applied to the service of the said loan.

Moreover tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Plessisville, county of Megantic.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be callable before August, 1st 1964 inclusively if issued at ten-year short-term, before August, 1st, 1965 inclusively if issued at fifteen-year short-term, before August, 1st, 1967 inclusively if issued at twenty-year short-term, after these latter dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212,

ces dates lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque acceptée égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 26 août 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle publique, Ste-Sophie, comté de Mégantic.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Sophie, (Comté de Mégantic), ce 5 août 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
WILBROD PRINCE.

Ste-Sophie,
(Comté de Mégantic), P.Q. 45536-0

Province de Québec

LES COMMISSAIRES D'ÉCOLES POUR LA MUNICIPALITÉ DE LA MALBAIE
(Comté de Charlevoix)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Buie Lemoine, secrétaire-trésorier, La Malbaie, comté de Charlevoix, jusqu'à 8.00 heures p.m., lundi, le 26 août 1957, pour l'achat de \$344,000.00 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de La Malbaie, comté de Charlevoix, datées du 1er août 1957 et remboursables par séries du 1er août 1958 au 1er août 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution d'emprunt en date du 25 février 1957, telle que modifiée — construction d'un couvent pour jeunes filles.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er septembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$344,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er août 1958.....	\$ 500.00
1er août 1959.....	x 151,500.00
1er août 1960.....	6,500.00
1er août 1961.....	7,000.00
1er août 1962.....	7,500.00
1er août 1963.....	7,500.00
1er août 1964.....	8,000.00
1er août 1965.....	8,500.00
1er août 1966.....	9,000.00
1er août 1967.....	9,500.00
1er août 1968.....	10,000.00
1er août 1969.....	10,500.00
1er août 1970.....	11,000.00
1er août 1971.....	11,500.00
1er août 1972.....	12,500.00
1er août 1973.....	13,000.00
1er août 1974.....	14,000.00

Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Monday, August 26, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the public hall, Ste-Sophie, county of Megantic.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste. Sophie, (County of Megantic), August 5, 1957.

WILBROD PRINCE,
Secretary-Treasurer.

Ste. Sophie,
(County of Megantic) P.Q. 45536

Province of Quebec

THE SCHOOL COMMISSIONERS FOR THE MUNICIPALITY OF LA MALBAIE
(County of Charlevoix)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Buie Lemoine, Secretary-Treasurer, La Malbaie, county of Charlevoix, until 8.00 o'clock p.m., Monday, August 26, 1957, for the purchase of an issue of \$344,000.00 of bonds of the School Commissioners for the municipality of La Malbaie, county of Charlevoix, dated August 1st, 1957, and redeemable serially from August 1st, 1958 to August 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan resolution dated February 25, 1957, as amended — construction of a convent for young girls.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from September 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$344,000.00 — 20 years

Year	Capital
August 1st, 1958.....	\$ 500.00
August 1st, 1959.....	x 151,500.00
August 1st, 1960.....	6,500.00
August 1st, 1961.....	7,000.00
August 1st, 1962.....	7,500.00
August 1st, 1963.....	7,500.00
August 1st, 1964.....	8,000.00
August 1st, 1965.....	8,500.00
August 1st, 1966.....	9,000.00
August 1st, 1967.....	9,500.00
August 1st, 1968.....	10,000.00
August 1st, 1969.....	10,500.00
August 1st, 1970.....	11,000.00
August 1st, 1971.....	11,500.00
August 1st, 1972.....	12,500.00
August 1st, 1973.....	13,000.00
August 1st, 1974.....	14,000.00

1er août 1975.....	14,500.00	August 1st, 1975.....	14,500.00
1er août 1976.....	15,500.00	August 1st, 1976.....	15,500.00
1er août 1977.....	16,000.00	August 1st, 1977.....	16,000.00

La lettre "x" indique l'année durant laquelle un octroi de \$153,333.00, accordé par le Secrétaire de la province et payable en 1959, sera reçu et appliqué au service de cet emprunt.

The letter "x" indicates the year during which annual payment of a total amount of \$153,333.00, granted by the Provincial Secretary and payable in 1959, shall be received and applied to the service of the said loan.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à La Malbaie, comté de Charlevoix.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at La Malbaie, county of Charlevoix.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er août 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er août 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er août 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to August 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to August 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to August 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 26 août 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle de l'école supérieure, La Malbaie, comté de Charlevoix.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on August 26, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the High School Hall, La Malbaie, county of Charlevoix.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

La Malbaie, (Comté de Charlevoix), ce 5 août 1957.

La Malbaie, (County of Charlevoix), August 5, 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
BUIE LEMOINE.

BUIE LEMOINE,
Secretary-Treasurer.

Adresse postale: C.P. 146,
La Malbaie,
(Comté de Charlevoix), P.Q. 45537-0

Postal Address: P.O.B. 146,
La Malbaie,
(County of Charlevoix), P.Q. 45537

Province de Québec

Province of Quebec

VILLAGE DE TADOUSSAC
(Comté de Saguenay)

VILLAGE OF TADOUSSAC
(County of Saguenay)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endorsed "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, François Lapointe, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Tadoussac, comté de Saguenay, jusqu'à 7.00 heures p.m., lundi, le 26 août 1957, pour l'achat de \$42,000.00 d'obligations du village de Tadoussac, comté de Saguenay, datées du 15 juin 1957 et remboursables par séries du 15 juin 1958 au 15 juin 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 15 juin et 15 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned François Lapointe, Secretary-Treasurer, Town Hall, Tadoussac, county of Saguenay, until 7.00 o'clock p.m., Monday, August 26, 1957, for the purchase of an issue of \$42,000.00 of bonds of the village of Tadoussac, county of Saguenay, dated June 15, 1957 and redeemable serially from June 15, 1958 to June 15, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on June 15 and December 15, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Règlement d'emprunt N° 79 — travaux de voirie.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 15 septembre 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$42,000.00 — 20 ans

Année	Capital
15 juin 1958	\$2,000.00
15 juin 1959	2,000.00
15 juin 1960	2,000.00
15 juin 1961	2,000.00
15 juin 1962	2,000.00
15 juin 1963	2,000.00
15 juin 1964	2,000.00
15 juin 1965	2,000.00
15 juin 1966	2,000.00
15 juin 1967	2,000.00
15 juin 1968	2,000.00
15 juin 1969	2,000.00
15 juin 1970	2,000.00
15 juin 1971	2,000.00
15 juin 1972	2,000.00
15 juin 1973	2,000.00
15 juin 1974	2,500.00
15 juin 1975	2,500.00
15 juin 1976	2,500.00
15 juin 1977	2,500.00

De plus, des soumissions pourront être envoyées et seront considérées pour des obligations à courte échéance dix ans et à courte échéance quinze ans. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Tadoussac, comté de Saguenay.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 15 juin 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 15 juin 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 15 juin 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 26 août 1957, à 7.00 heures p.m., en l'Hôtel de Ville, Tadoussac, comté de Saguenay.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Tadoussac, (Comté de Saguenay), ce 6 août 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
FRANÇOIS LAPOINTE.

Adresse postale: C.P. 97,

Tadoussac,

(Comté de Saguenay), P.Q.

45544-o

Loan by-law No. 79 — Work on Roads Department.

For adjudication purposes only, interest shall be computed as from September 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$42,000.00 — 20 years

Year	Capital
June 15, 1958	\$2,000.00
June 15, 1959	2,000.00
June 15, 1960	2,000.00
June 15, 1961	2,000.00
June 15, 1962	2,000.00
June 15, 1963	2,000.00
June 15, 1964	2,000.00
June 15, 1965	2,000.00
June 15, 1966	2,000.00
June 15, 1967	2,000.00
June 15, 1968	2,000.00
June 15, 1969	2,000.00
June 15, 1970	2,000.00
June 15, 1971	2,000.00
June 15, 1972	2,000.00
June 15, 1973	2,000.00
June 15, 1974	2,500.00
June 15, 1975	2,500.00
June 15, 1976	2,500.00
June 15, 1977	2,500.00

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered ten-year short-term or fifteen-year short-term bonds. Adjudication shall be made according to the law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Tadoussac, county of Saguenay.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior of June 15th, 1964 inclusive, if they are issued as ten-year short-term bonds, and not prior to June 15th, 1965 inclusive if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to June 15th, 1967 inclusive if issued for twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, August 26, 1957, at 7.00 o'clock p.m., at the Town Hall, Tadoussac, county of Saguenay.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Tadoussac, (County of Saguenay), August 6, 1957.

FRANÇOIS LAPOINTE,
Secretary-Treasurer.

Postal address: P.O.B. 97,

Tadoussac,

(County of Saguenay), P.Q.

45544

Province de Québec

VILLAGE DE ST-PRIME
(Comté de Lac St-Jean-Ouest)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Marcel Néron, secrétaire-trésorier, St-Prime, comté de Lac St-Jean-Ouest, jusqu'à 8.00 heures p.m., mardi, le 27 août 1957, pour l'achat de \$25,000.00 d'obligations du village de St-Prime, comté de Lac St-Jean-Ouest, datées du 1er juillet 1957 et remboursables par séries du 1er juillet 1958 au 1er juillet 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 17 — système d'égoûts.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er sept. 1957.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$25,000.00 — 20 ans.

Année	Capital
1er juillet 1958	\$ 500.00
1er juillet 1959	1,000.00
1er juillet 1960	1,000.00
1er juillet 1961	1,000.00
1er juillet 1962	1,000.00
1er juillet 1963	1,000.00
1er juillet 1964	1,000.00
1er juillet 1965	1,000.00
1er juillet 1966	1,000.00
1er juillet 1967	1,000.00
1er juillet 1968	1,000.00
1er juillet 1969	1,500.00
1er juillet 1970	1,500.00
1er juillet 1971	1,500.00
1er juillet 1972	1,500.00
1er juillet 1973	1,500.00
1er juillet 1974	1,500.00
1er juillet 1975	1,500.00
1er juillet 1976	2,000.00
1er juillet 1977	2,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Roberval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1964 inclusivement si elles sont émises à courte échéance dix ans, avant le 1er juillet 1965 inclusivement si elles sont émises à courte échéance quinze ans, et avant le 1er juillet 1967 inclusivement si elles sont émises pour le terme de vingt ans; après ces dates, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts révisés de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Province of Quebec

VILLAGE OF ST-PRIME
(County of Lake St-John-West)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Marcel Néron, Secretary-Treasurer, St-Prime, county of Lake St-John-West, until 8.00 o'clock p.m., Tuesday, August 27, 1957, for the purchase of an issue of \$25,000.00 of bonds of the village of St-Prime, county of Lake St-John, West, dated July 1st, 1957 and redeemable serially from July 1st, 1958 to July 1st, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Loan by-law No. 17 — sewer system.

For purposes of adjudication only, interest shall be calculated as from Sept. 1st, 1957.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$25,000.00 — 20 years.

Year	Capital
July 1st, 1958	\$ 500.00
July 1st, 1959	1,000.00
July 1st, 1960	1,000.00
July 1st, 1961	1,000.00
July 1st, 1962	1,000.00
July 1st, 1963	1,000.00
July 1st, 1964	1,000.00
July 1st, 1965	1,000.00
July 1st, 1966	1,000.00
July 1st, 1967	1,000.00
July 1st, 1968	1,000.00
July 1st, 1969	1,500.00
July 1st, 1970	1,500.00
July 1st, 1971	1,500.00
July 1st, 1972	1,500.00
July 1st, 1973	1,500.00
July 1st, 1974	1,500.00
July 1st, 1975	1,500.00
July 1st, 1976	2,000.00
July 1st, 1977	2,000.00

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Roberval.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1964, inclusively if issued as ten-year short-term bonds, prior to July 1st, 1965 inclusively if issued as fifteen-year short-term bonds, and prior to July 1st, 1967 inclusively, if issued for a twenty-year term, after which dates, the said bonds are, under the authority of Chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 27 août 1957, à 8.00 heures p.m., en la salle municipale, St-Prime, comté de Lac St-Jean-Ouest.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Prime, (Comté de Lac St-Jean-Ouest), ce 5 août 1957.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL NÉRON.

St-Prime,
(Comté de Lac St-Jean-Ouest), P.Q. 45538-0

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, August 27, 1957, at 8.00 o'clock p.m., at the Municipal Hall, St-Prime, county of Lake St-John, West.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Prime, (County of Lake St-John-West), August 5, 1957.

MARCEL NÉRON,
Secretary-Treasurer.

St-Prime,
(County of Lake St-John-West) P.Q. 45538

VENTES PAR SHÉRIF

AVIS PUBLIC est par le préseté donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec — District d'Abitibi

Cour de Magistrat, (J. R. / LAINESSE, cour-
à La Sarre } tier en assurance, ré-
N° 4410. } sidant à La Sarre, dans le
district d'Abitibi, deman-
deur, vs OLIVA BERNIER, résidant à St-
Vital de Clermont, dans le district d'Abitibi, dé-
fendeur.

AVIS DE VENTE

"Les droits acquis sur le lot 32 du rang 3, du canton Clermont, dans le district d'Abitibi, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances".

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Vital de Clermont, MERCREDI, le VINGT-ET-UNIÈME jour d'AOÛT, 1957, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif du district d'Abitibi,

Bureau du shérif, J. A. GAUTHIER.
Amos, 9 juillet 1957. 45420-29-2-0

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Gaspé

Cour de Magistrat, (FRANÇOIS LEPAGE,
N° 34,837 } Petite-Vallée, requé-
rant, contre GÉRARD B.
PELLETIER, St-Joachim, Gaspé, P.Q. intimé.

La propriété à vendre est la suivante:

"Un terrain d'une largeur de quatre-vingt pieds (80') par un profondeur de soixante-cinq pieds (65') faisant partie du lot deux-A (2-A) au canton Tourelle, dans la paroisse de St-Joachim de Tourelle borné au nord par Adalbert St-Laurent à l'est à un chemin, à l'ouest à Joseph Deschênes et au sud à Norbert Marin, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Joachim, mercredi le ONZIÈME jour de SEPTEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, J. F. MEAGHER.
Percé, P.Q. 5 août 1957. 45556-32-2-0

SHERIFFS' SALE

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec — District of Abitibi

Magistrate's Court, (J. R. LAINESSE, insu-
at La Sarre, } rance broker, residing
No. 4410. } at La Sarre, in the district
of Abitibi, plaintiff, vs
OLIVA BERNIER, residing at St. Vita de
Clermont, in the district of Abitibi, defendant.

NOTICE OF SALE

"The rights acquired on lot 32 of range 3, of the township of Clermont, in the district of Abitibi, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold at the parochial church door of St-Vital de Clermont, WEDNESDAY, AUGUST TWENTY-FIRST, 1957, at TWO o'clock in the afternoon.

J. A. GAUTHIER.

Sheriff's Office, Sheriff of the district of Abitibi.
Amos, July 9, 1957. 45420-29-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Gaspé

Magistrate's Court, (FRANÇOIS LEPAGE,
No. 34,837 } Petite-Vallée, peti-
tioner, against GÉRARD
B. PELLETIER, St-Joachim, Gaspé, P. Q.,
respondent.

Property for sale is the following:

"A plot of land of eighty feet (80') in width by a depth of sixty-five feet (65') forming part of lot two-A (2-A) in the Tourelle Township, in the parish of St-Joachim de Tourelle, bounded on the North by Adalbert St-Laurent on the East of a road, on the West, by Joseph Deschênes and on the South, by Norbert Marin, with house thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Joachim, WEDNESDAY, the ELEVENTH day of SEPTEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

J. F. MEAGHER,

Sheriff's Office, Percé, P.Q., August 5, 1957. 4556-32-2

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, N° 410,179. { **FÉLIX BLAIS**, bourgeois, domicilié au N° 1840 de la rue Mont-Royal, à Montréal, dans les cité et district de Montréal, demandeur et **ROLAND BÉLANGER**, machiniste, di-devant domicilié à 278 Chemin Brosseau, maintenant, domiciliée au N° 3693, Grande Allée, district de Montréal, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
Un emplacement situé en la paroisse de St-Patrice de Rawdon, P.Q., composé de:

1° Un lopin de terre situé en ladite paroisse du côté nord-est de la route N° 18, et mesurant cent pieds de largeur par cent quinze pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins, le tout tel qu'indiqué par quatre piquets dans chacun des quatre coins dudit terrain, ledit lopin de terre connu et désigné comme étant une partie du numéro sept B (Pt. 7B) du dixième rang du township de Rawdon, ledit lopin de terre présentement vendu étant borné comme suit: en front, au sud-ouest par ladite route N° 18 et des trois autres côtés par Frederick Parkinson ou représentants;

2° Un autre lopin de terre situé dans ladite paroisse de forme triangulaire sur le côté nord-est de ladite route N° 18, mesurant approximativement trois cent cinquante pieds de long de la route et du Pont Taschereau jusqu'au centre de Jones Creek, par toute la profondeur qu'il y a de ladite route N° 18 jusqu'au centre de Jones Creek, lequel lopin de terre est connu et désigné comme faisant partie dudit lot numéro sept B (Pt. 7B) du dixième rang du township de Rawdon, et est borné comme suit: en front, à l'ouest, par ladite route N° 18, et par une autre partie du même lot appartenant audit Frederick Parkinson ou représentants, en arrière, par le centre dudit "creek", et au sud-est, partie par l'immeuble ci-après désigné et partie par ledit Frederick Parkinson ou représentants;

3° Un autre lopin de terre situé dans ladite paroisse de St-Patrick de Rawdon étant une autre partie du même lot Pt. 7B et mesurant cent pieds de largeur par toute la profondeur qu'il y a entre l'immeuble sus-désigné et le centre dudit "creek", ledit lopin de terre étant borné au sud-ouest, par l'immeuble sus-désigné et au nord-est par le centre dudit creek, du côté nord-ouest, par l'immeuble sus-désigné et du côté sud-est par la propriété appartenant audit Frédéric Parkinson ou représentants;

Tel que le tout se trouve avec toutes circonstances, et dépendances, servitudes actives et passives, apparentes ou occultes se rattachant audit immeuble;

La présente vente comprenant toutes bâtisses ainsi que tous meubles meublants et effets ou objets mobiliers dans lesdites bâtisses, sans exception ni réserve par le vendeur, ledit acquéreur déclarant avoir vu et visité le tout et en être content et satisfait.

Pour être vendus à la porte de l'église du village de Rawdon, le MERCREDI, ONZIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1957, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **ROLAND PERRAULT**, Joliette, ce 6 août 1957. 45554-32-2-0

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 410,179. { **FÉLIX BLAIS**, gentleman, domiciled at No. 1840 of Mount-Royal St., Montreal, in the city and district of Montreal, plaintiff and **ROLAND BÉLANGER**, machinist, heretofore domiciled at 278 Brosseau road, presently domiciled at No. 3693 Grande Allée, district of Montreal, defendant.

As belonging to the defendant:
An emplacement situated in the parish of St-Patrice de Rawdon, P.Q., composed of:

1. A strip of land situated in the said parish of the northeast side of route No. 18, and measuring one hundred feet in width by one hundred and fifteen feet in depth, English measure and more or less, the whole as indicated by four posts in each of the four corners of the said plot of land, the said strip of land known and designated as being a part of number seven B (Pt. 7B) of the ten range of the township of Rawdon, the said strip of land presently sold being bounded as follows: in front, on the southwest by the said route No. 18 and on the three other sides by Frederick Parkinson or representatives;

2. Another strip of land situated in the said parish of triangular form on the northeast side of the said route No. 18, measuring approximately three hundred and fifty feet along the route and of the Taschereau Bridge as far as the center of Jones Creek, by the whole of the depth that there may be from the said route No. 18 to the center of Jones Creek, which strip of land is known and designated as forming part of the said lot number seven B (Pt. 7B) of the tenth range of the township of Rawdon, and is bounded as follows: in front, on the west, by the said route No. 18, and by another part of the same lot belonging to the said Frederick Parkinson or representatives, in rear, by the center of the said "creek", and on the southeast, partly by the immoveable hereinafter designated and partly by the said Frederick Parkinson or representatives;

3. Another strip of land situated in the said parish of St-Patrick of Rawdon being another part of the same lot Pt. 7B and measuring one hundred feet in width by the whole depth that there may be between the above designated immoveable and the center of the said "creek", the said strip of land being bounded on the southwest, by the above designated immoveable and on the northeast by the center of the said creek, on the northwest side, by the immoveable above designated and on the southeast side by the property belonging to the said Frederick Parkinson or representatives;

As the whole is to be found with all circumstances and dependencies, servitudes active and passive, apparent and unapparent which may be attached to the said immoveable;

The present sale comprising all the buildings as well as all the furnishings, furnishings and effects or moveable objects in the said buildings, without exception nor reserve by the vendor, the said purchaser declaring having seen and visited the whole and being content and satisfied therewith.

To be sold at the church door of the village of Rawdon, on WEDNESDAY, the ELEVENTH day of the month of SEPTEMBER, 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,

Sheriff's Office, Joliette, August 6, 1957. 45554-32-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour de Magistrat, N° 840. { **HENRI CHENARD**, do-

micilié à Rivière-du-Loup, district de Kamouraska, et faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de Garage St-Louis Enr., demandeur vs **ALEXANDRE BOUCHER**, domicilié à 163, chemin Témiscouata, Rivière-du-Loup, district de Kamouraska, défendeur.

"Un emplacement situé en la cité de Rivière-du-Loup, ayant cinquante pieds de front sur cent quarante pieds de profondeur, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, borné en front au sud-ouest à la rue Témiscouata, au nord-est au domaine seigneurial, au nord-ouest, à Ludger Laplante et au sud-est à Narcisse Marquis, lequel emplacement est connu aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la ville de Fraserville comme étant le lot numéro cinq cent quarante-quatre et partie du lot numéro cinq cent quatre-vingt-quatre (544 et Ptie 584)."

Sujet, ledit emplacement à une rente foncière annuelle au montant de \$22.50 maintenant payable à Madame Geo. Hébert de Montmagny.

Comme appartenant à Alexandre Boucher.

Pour être vendu à la porte de l'église de Saint-Ludger de Rivière-du-Loup, MARDI, le DIXIÈME (10e) jour de SEPTEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancée.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, P.-E. MARTIN.

Rivière-du-Loup, ce 5 août 1957. 45555-32-2-0
[Première insertion: Samedi, le 10 août 1957.]

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, N° 7417. { **CONSTRUCTION MON-**

PIERRE LTÉE, corps politique légalement constitué, ayant son principal siège d'affaires à St-Pierre, comté de Montmagny, P.Q., demanderesse, vs **LABERGE INC.**, corps politique légalement constitué, ayant son principal siège d'affaires à St-Pierre, comté de Montmagny, P.Q., défenderesse.

"Un terrain contenant un arpent de largeur sur une profondeur de cinq arpents, sauf à distraire du côté ouest la lisière de terrain cédée au Ministère de la Voirie pour l'élargissement de la route de St-Pierre; lequel terrain est actuellement borné à l'ouest par la route de St-Pierre, au nord et à l'est à Gérard Delagrave, au sud à Gérard Delagrave, soit à une ligne située à une distance de trois cent quarante-six pieds du chemin côteau nord; cet emplacement étant connu et désigné comme faisant partie du lot numéro vingt (Ptie 20) du cadastre officiel de la paroisse de St-Pierre, comté de Montmagny; tel que le tout est actuellement, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Pierre, comté de Montmagny, VENDREDI le VINGT-TROISIÈME (23) AOÛT 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CHS. OMER BERNIER.

Montmagny, le 3 juillet 1957. 45422-29-2-0

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Magistrate's Court, No. 840. { **HENRI CHENARD**, do-

miciled at Rivière-du-Loup, district of Kamouraska, and carrying on business alone under the name and style of Garage St. Louis Enr., plaintiff vs **ALEXANDRE BOUCHER**, domiciled at 163 Temiscouata Road, Rivière-du-Loup, district of Kamouraska, defendant.

"An emplacement situated in the city of Rivière-du-Loup, having fifty feet in front by one hundred and forty feet in depth, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, bounded in front on the southwest by Temiscouata Street, on the northeast by the manorial estate, on the northwest, by Ludger Laplante and on the southeast, by Narcisse Marquis, which emplacement is known on the official plan and in the book of reference of the cadaster for the town of Fraserville as being lot number five hundred and forty-four and Part of lot number five hundred and eighty-four (544 and Pt. 584)."

Subject, the said emplacement to an annual ground rent amounting to \$22.50 presently payable to Mrs. Geo. Hébert of Montmagny.

As belonging to Alexandre Boucher.

To be sold at the church door of Saint-Ludger of Rivière-du-Loup, TUESDAY, the TENTH (10th) day of SEPTEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon, Daylight Saving time.

P.-E. MARTIN,

Sheriff's Office, Sheriff.

Rivière-du-Loup, August 5, 1957. 45555-32-2

[First insertion: Saturday, August 10, 1957.]

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, No. 7417. { **CONSTRUCTION MON-**

PIERRE LTÉE, a body politic, legally incorporated, having its head office at St-Pierre, county of Montmagny, P.Q., plaintiff, vs **LABERGE INC.**, a body politic legally incorporated, having its head office at St. Pierre, county of Montmagny, P.Q., defendant.

"A plot of land containing an arpent in width by a depth of five arpents, save to withdraw on the west side the strip of land ceded to the Roads Department for the widening of the St-Pierre route; which plot of land is presently bounded on the west by the St. Pierre route, on the north and on the east, by Gérard Delagrave, on the south, by Gérard Delagrave, albeit a line situated at a distance of three hundred and forty-six feet of the road Côteau Nord; this emplacement being known and designated as forming part of lot number twenty (Pt. 20) of the official cadaster of the parish of St. Pierre, county of Montmagny; as the whole is presently to be found, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St. Pierre, county of Montmagny, FRIDAY, the TWENTY-THIRD day of AUGUST, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS. OMER BERNIER,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montmagny, July 3, 1957. 45422-29-2

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, N° 7459. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique, et incorporé ayant son siège social à Québec, demandeur, vs OMER DULAC, de Ste-Sabine-Station, comté de Bellechasse, défendeur.

"Sa ferme à Ste-Justine, Dorchester, contenant cent acres en superficie, plus ou moins, désignée comme étant le lot numéro deux (2) du cadastre officiel pour le rang neuf (IX) canton Langevin, avec les bâtisses sus-construites et dépendances, sujette aux droits du Q.C.Ry et de Shawinigan W & P. Company, dont les lignes traversent ledit lot, suivant titres enregistrés sous les Nos. 38,448 et 64,538 respectivement; tel que le tout se trouve, les droits qu'auraient pu avoir des tiers sur un ou deux emplacements jadis, étant prescrit par plus de trente ans, sans aucune reconnaissance par le propriétaire".

Pour être vendue à la porte de l'église de Ste-Justine comté de Dorchester, JEUDI, le DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE 1957, à TROIS heures et DEMIE de l'après-midi. (3½ heures p.m.).

Le Shérif, CHS. OMER BERNIER.
Bureau du Shérif, Montmagny, le 5 août 1957. 45560-32-2-o

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District d'Arthabaska et Nicolet

Cour Supérieure, N° 12,079. { L. A. ROBITAILLE AUTOMOBILE INC. corporation légalement constituée ayant son siège d'affaires à Victoriaville, district d'Arthabaska, demandeur, vs DONATIEN CÔTÉ, de Lemieux, district de Nicolet, défendeur.

"Une terre située en la paroisse du Sacré-Cœur de Jésus de Blandford, contenant trois arpents de largeur mesure anglaise sur la profondeur du rang, et connue et désignée comme étant la partie centre du lot numéro trente-deux (Ptie ctre 32) aux plan et livre de renvoi officiels du comté de Nicolet, (Div. N° 1) pour la paroisse de Ste-Marie de Blandford, comprenant partie de celle de Sacré-Cœur de Jésus de Blandford, avec la maison et toutes les bâtisses dessus érigées, et bornée en front au sud-ouest par le chemin du Domaine, en profondeur au nord-est par la Seigneurie de Lévrard, d'un côté au sud-est par le terrain d'Anthime Paquette et de l'autre côté au nord-ouest par une route publique, étant une partie du lot primitif quinze du premier rang de Blandford.

"A en distraire un emplacement de quatre-vingt-quinze pieds, de largeur au chemin sur six arpents de profondeur à prendre à l'angle sud-ouest et nord-ouest de ladite terre que se réserve ledit vendeur Wilfrid Provencher, pour son établissement.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Lemieux, le VINGTIÈME jour d'AOÛT, 1957 à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif, ANTONIO BLONDIN.
Bureau du Shérif, Nicolet, 15 juillet 1957. 45423-29-2-o

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Montmagny

Superior Court, No. 7459. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff, vs OMER DULAC, of Ste-Sabine Station, county of Bellechasse, defendant.

"His farm at Ste-Justine, Dorchester, containing one hundred acres in area, more or less, designated as being lot number two (2) on the official cadaster for range nine (IX) township Langevin, with the buildings thereon erected and dependencies, subject to the rights of the Q.C. Ry. and of Shawinigan W. & P. Company, whose lines cross the said lot, according to registered titles under Nos. 38,448 and 64,538 respectively; as the whole is to be found, the rights which a third party may have had on one or two emplacements heretofore, being prescribed by over thirty years without any recognition by the proprietor."

To be sold at the church door of Ste-Justine, county of Dorchester, THURSDAY, the TWELFTH day of SEPTEMBER, 1957, at HALF-PAST THREE o'clock in the afternoon. (3½ o'clock p.m.).

CHS. OMER BERNIER, Sheriff.
Sheriff's Office, Montmagny, August 5, 1957. 45560-32-2

NICOLET

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Arthabaska and Nicolet,

Superior Court, No. 12,079. { L. A. ROBITAILLE AUTOMOBILE INC. corporation legally incorporated having its business office at Victoriaville, district of Arthabaska, plaintiff, DONATIEN CÔTÉ, of Lemieux, district of Nicolet, defendant.

"A farm situated in the parish of Sacré-Cœur de Jésus de Blandford, containing three arpents in width, English measure along the depth of the range, and known and designated as being the central part of lot number thirty-two (center Pt. 32) on the official plan and in the book of reference of the county of Nicolet, (Div. No. 1) for the parish of Ste-Marie de Blandford, comprising part of that of Sacré-Cœur de Jésus de Blandford, with the house and all the buildings thereon erected, and bounded in front on the southwest by the Domaine road, in depth, on the northeast by the Seigneurie of Lévrard, on one side on the southeast, by the land of Anthime Paquette and on the other side on the northwest, by a public route, being another part of the primitive lot fifteen of the first range of Blandford.

"To withdraw an emplacement of ninety-five feet in width from the road by six arpents in depth to be taken from the southwest angle and northwest of the said land which is reserved by the said vendor Wilfrid Provencher, for his establishment.

To be sold at the parochial church door of Lemieux, on the TWENTIETH day of AUGUST, 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ANTONIO BLONDIN, Sheriff.
Sheriff's Office, Nicolet, July 15, 1957. 45423-29-2

QUÉBEC

ERRATUM

Québec, à savoir: *Fieri Facias*
 N° 77,173. { D A M E MARGUERITE
 Brousseau, épouse
 commune en biens de Lu-
 cien Matte, journalier, de la cité de Montréal
 et ledit Lucien Matte tant personnellement que
 pour assister et autoriser son épouse aux fins des
 présentes, contre ADOLPHE BRUNEAU, de
 Lomer, comté de Portneuf.

Dans l'avis de vente en cette cause publiée
 dans la *Gazette officielle de Québec*, en date du 27
 juillet 1957, à la page 2713, veuillez lire: "La
 vente aura lieu à la porte de l'église de la paroisse
 de Pointe-aux-Trembles (Neuville), comté de
 Portneuf" au lieu de: "La vente aura lieu au
 Bureau d'Enregistrement à Cap Santé, comté de
 Portneuf."

45552-0

Fieri Facias

Québec, à savoir: { L'OFFICE DU CRÉDIT
 N° 87,646. { AGRICOLE DU QUÉ-
 BEC, corps politique et incor-
 poré, ayant son siège social à Québec, contre
 CHARLES-ÉDOUARD PARADIS, de St-Augustin,
 comté de Portneuf, P.Q.

"Le lot numéro deux cent trente-deux (232)
 du cadastre officiel pour la paroisse de St-Augustin
 dans le comté de Portneuf, étant une terre
 située au troisième rang de cette paroisse, mesu-
 rant environ trois arpents de front sur trente
 arpents de profondeur, avec maison, grange,
 étable et autres bâtisses érigées et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
 de St-Augustin, comté de Portneuf, le
 TREIZIÈME jour de SEPTEMBRE prochain
 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
 Bureau du Shérif. ALBERT F. RACETTE.
 Québec, le 6 août 1957. 45553-32-2-0
 [Première insertion: 10 août 1957.]
 [Deuxième insertion: 31 août 1957.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
 N° 2004. { AGRICOLE DU QUÉ-
 BEC, requérant, vs JEAN-
 MARIE BROUILLARD, de St-Marcel, comté
 d'Yamaska, intimé.

1° Le lot N° 217 du cadastre officiel pour la
 paroisse de St-Marcel, borné au S.E. par le
 chemin de la Reine, au N.O. par le chemin de
 la Reine, au N.E. par le N° 216 et au S.O. par le
 N° 218, mesurant en front un arpent et neuf
 pieds sur trente arpents et six perches de profon-
 deur, contenant en superficie trente-deux arpents
 et treize perches (32.13.0).

2° Le lot N° 218 du cadastre officiel pour la
 paroisse de St-Marcel, borné au S.E. par le chemin
 de la Reine, au N.O. par le chemin de la Reine,
 au N.E. par le lot N° 217, et au S.O. par le N°
 219, mesurant en front un arpent, neuf perches,
 neuf pieds sur trente arpents, six perches de
 profondeur, contenant en superficie, cinquante-
 neuf arpents, soixante-sept perches (59.67.0).

3° Le lot N° 61 du cadastre officiel pour la
 paroisse de St-Marcel, borné au S.E. par le chemin
 de la Reine, au N.O. par les nos. 22-23, au N.E.
 par le N° 62 et au S.O. par le N° 60, mesurant
 en front un arpent cinq perches sur trente

QUEBEC

ERRATUM

Québec, to wit: *Fieri Facias*
 No. 77,173. { D A M E MARGUERITE
 Brousseau, wife
 common as to property of
 Lucien Matte, laborer, of the city of Montreal,
 and the said Lucien Matte, as much personally as
 to assist and authorize his wife for these present
 purposes, against ADOLPHE BRUNEAU, of
 Lomer, county of Portneuf.

In the notice of sale in this case, published in
 the *Quebec Official Gazette*, dated July 27, 1957,
 on page 2713, kindly read: "The sale shall
 take place at the church door of the parish of
 Pointe-aux-Trembles (Neuville), county of Port-
 neuf", instead of: "The sale shall take place at
 the Registry Office at Cap Santé, county of
 Portneuf."

45552-0

Fieri Facias

Québec, to wit: { QUEBEC FARM CRE-
 No. 87,646. { DIT BUREAU, body
 politic and corporate, having
 its head office at Québec, against CHARLES-
 ÉDOUARD PARADIS, of St-Augustin, county
 of Portneuf, P.Q.

"Lot number two hundred and thirty-two
 (232) of the official cadaster for the parish of
 St-Augustin in the county of Portneuf, being a
 farm situated in the third range of this parish,
 measuring about three arpents in front by
 thirty arpents in depth, with house, barn,
 stable and other buildings thereon erected and
 dependencies."

To be sold at the parochial church door of
 St-Augustin, county of Portneuf, on the THIR-
 TEENTH day of SEPTEMBER next at TEN
 o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
 Sheriff's Office, Deputy-Sheriff.
 Québec, August 6, 1957. 45553-32-2
 [First insertion: August 10, 1957.]
 [Second insertion: August 31, 1957.]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris

Superior Court, { QUEBEC FARM CRE-
 No. 2004. { DIT BUREAU, peti-
 tioner, vs JEAN-MARIE
 BROUILLARD, of St-Marcel, county of Yamas-
 ka, respondent.

1. Lot No. 217 of the official cadastre for the
 parish of St-Marcel, bounded on the S.E. by the
 Queen's Highway, on the N.W., by Queen's
 Highway, on the N.E. by No. 216 and on the
 S.W., by No. 218, measuring in front an arpent
 and nine feet by thirty arpents and six rods in
 depth, containing in area thirty-two arpents and
 thirteen rods (32.13.0).

2. Lot No. 218 of the official cadastre for the
 parish of St-Marcel, bounded on the S.E., by
 the Queen's Highway, on the N.W., by the
 Queen's Highway, on the N.E. by lot No. 217,
 and on the S.W. by No. 219, measuring in front
 one arpent, nine rods, nine feet by thirty arpents,
 six rods in depth, containing in area, fifty-nine
 arpents, sixty-seven rods (59.67.0).

3. Lot No. 61 of the official cadaster for the
 parish of St-Marcel, bounded on the S.E. by
 the Queen's Highway, on the N.W. by Nos 22-23,
 on the N.E. by No. 62 and on the S.W. by No. 60,
 measuring in front an arpent five rods by thirty

arpents trois perches et neuf pieds, contenant en superficie quarante-cinq arpents, cinquante-deux perches et cent soixante et deux pieds (45.52.162).

Le tout avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendus comme un tout à la porte de l'église paroissiale de St-Marcel, comté d'Yamaska, JEUDI, le DOUZE SEPTEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
Sorel, le 1er août 1957. R. PAQUIN. 45557-32-2

arpents, three rods and nine feet, containing in area forty-five arpents, fifty-two rods and one hundred and sixty-two feet (45.52.162).

The whole with buildings thereon erected.

To be sold as a whole at the parochial church door of St-Marcel, county of Yamaska, THURSDAY, SEPTEMBER TWELFTH, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, R. PAQUIN,
Sorel, August 1st 1957. Sheriff. 45557-32-2

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, { GAGNON & FRÈRES de
No. 17,033. { Roberval Limitée, dem-
mandresse vs HENRI VAN-

DAL, défendeur.

"Un emplacement situé dans la paroisse de Saint-André, comté de Roberval, ayant la forme d'un triangle rectangle, dont la base à l'est mesure environ cent cinquante pieds, sur environ un arpent et quart de hauteur dans la ligne entre ce terrain et le terrain de The Métabetchouan Sulphite & Power Co. Ltd., ou représentants, lequel emplacement est maintenant connu et désigné sous le numéro trente-neuf-G (No. 39-G) du premier rang, du cadastre du canton Dequen, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus à la porte de l'église de Saint-André, comté de Roberval, le VINGT-DEUXIÈME jour d'AOÛT, mil neuf cent cinquante-sept, à DEUX (2) heures de l'après-midi.

Le Shérif du District de Roberval,
Bureau du Shérif, LÉON-MAURICE LAVOIE.
Palais de Justice, 45426-29-2-0
District de Roberval, ce 16 juillet, 1957.

[Première insertion: samedi le 20 juillet, 1957.]

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
No. 20,095 { AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé ayant son siège social à Québec, deman-
deresse vs ROSAIRE SIMARD, de Notre-
Dame d'Hébertville, comté de Lac St-Jean et
CLAUDE PERRAS & HERMAS PERRAS, de
Montréal, en leur qualité de syndics aux biens du
débitteur insolvable de syndics aux biens du dé-
bitteur insolvable Rosaire Simard, présent dé-
fendeur, défendeurs.

"Le lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-et-un-A (No. 21-A) du cadastre officiel pour le rang lettre "C" du canton de Signai, dans le comté de Lac St-Jean, de la contenance de quatre-vingt-trois acres en superficie, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf à en distraire la pointe de terre appartenant à Arthur Lemay ou représentants".

Pour être vendu à la porte de l'église de Notre-Dame d'Hébertville, comté de Lac St-Jean, le DOUZIÈME jour de SEPTEMBRE, mil neuf cent cinquante-sept, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif du district de Roberval,
LÉON-MAURICE LAVOIE.
Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
District de Roberval, le 2 août 1957.
45558-32-2-0

[Première insertion: samedi le 10 août, 1957.]

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Superior Court, { GAGNON & FRÈRES de
No. 17,033. { Roberval Limitée, plain-
tiff vs HENRI VANDAL, de-

fendant.

"An emplacement situated in the parish of Saint-André, county of Roberval, having a rectangular triangle form, of which the base on the east measure about one hundred and fifty feet, by about one arpent and one-quarter high in the line between this land and the land of The Metabetchouan Sulphite & Power Co. Ltd., or representatives, which emplacement is presently known under number thirty-nine-G (No. 39-G) of the first range, of the cadaster township Dequen, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies".

To be sold at the church door of Saint-André, county of Roberval, on the TWENTY-SECOND day of AUGUST, on thousand nine hundred and fifty-seven, at TWO (2) o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff's Office, Sheriff of the district of Roberval.
Court House,
District of Roberval, July 16, 1957.
45426-29-2

[First insertion: Saturday, July 20, 1957.]

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Superior Court, { QUEBEC FARM CRE-
No. 20,095 { DIT BUREAU, body
politic and corporate, having
its head office at Quebec, plaintiff, vs ROSAIRE
SIMARD, of Notre-Dame d'Hébertville, county
of Lake St. John and CLAUDE PERRAS &
HERMAS PERRAS, of Montreal, in their
quality of Trustees for the property of the insol-
vent debtor Rosaire Simard, present defendant,
defendants.

"Lot of land known and designated under number twenty-one-A (No. 21-A) of the official cadaster for range letter "C" of the township of Signai, in the county of Lake St-John, containing eighty-three acres in area, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save to with draw the point of land belonging to Arthur Lemay or representatives".

To be sold at the church door of Notre-Dame d'Hébertville, county of Lake St-John, on the TWELFTH day of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and fifty-seven, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff of the District of Roberval.
Sheriff's Office,
Court House,
District of Roberval, August 2, 1957.
45558-32-2

[First insertion: Saturday, August 10, 1957.]

SAGUENAY

Canada — Province de Québec
District de Saguenay

N° 1604. { SYLVIO LAVOIE, marchand de
Châte-aux-Outardes, demandeur
vs PAUL-ÉMILE SERVANT, journalier
de Châte-aux-Outardes, défendeur.

Le lot numéro 2-57 rang 1 à Châte-aux-Outardes, lequel lot est borné à l'ouest par le lot 2-51 propriété des Terres et Forêts à l'est par le lot 2-70 propriété de la Corporation de Châte-aux-Outardes, district de Saguenay, au nord par le lot 2-58 propriété des Terres et Forêts et au sud, par le lot 2-56 propriété de Alfred Isabel, avec bâtisses construites dessus, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Châte-aux-Outardes, MERCREDI, le ONZIÈME jour de SEPTEMBRE à UNE heure de l'après-midi.

Fait et signé à La Malbaie ce 5 août 1957.

45561-32-2-0 Le Shérif,
PIERRE NÉRON.

SAGUENAY

Canada — Province of Quebec
District of Saguenay

No. 1604. { SYLVIO LAVOIE, merchant of
Châte-aux-Outardes, plaintiff, vs
PAUL-ÉMILE SERVANT, laborer,
of Châte-aux-Outardes, defendant.

Lot number 2-57, range 1, at Châte-aux-Outardes, which lot is bounded on the West by lot 2-51, property of the Department of Lands and Forests, on the East, by lot 2-70, property of the Corporation of Châte-aux-Outardes, district of Saguenay, on the North, by lot 2-58, property of the Department of Lands and Forests and on the South, by lot 2-56, property of Alfred Isabel, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of Châte-aux-Outardes, WEDNESDAY, the ELEVENTH day of SEPTEMBER, at ONE o'clock in the afternoon.

Made and signed at La Malbaie this fifth day of August, 1957.

45561-32-2 PIERRE NÉRON,
Shériff.

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de Saint-François

Cour Supérieure, { INDUSTRIAL ACCEP-
N° 14174. TANCE CORP. LTD,
corps politique et incorporé,
ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, et une place d'affaires en la cité de Sherbrooke, district de Saint-François, demanderesse, vs LÉO DALLAIRE, domicilié à St-Léon de Val Racine, district de Saint-François, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur:

"Les lots de terre numéros trois cent soixante-deux et, trois cent soixante-dix-huit (Nos. 362 et 378) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Marston avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Léon de Marston (Val Racine), le VINGT-ET-UNIÈME jour d'AOÛT 1957, à UN heure p.m.

Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE,
Sherbrooke, ce 15 juillet 1957. 45424-29-2-0
[Première insertion, le 20 juillet 1957.]

SAINT FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { INDUSTRIAL ACCEP-
No. 14174. TANCE CORP. LTD,
body politic and incorporated,
having its principal place of business in the city and district of Montreal, and a place of business in the city of Sherbrooke, district of St. Francis, plaintiff, vs LÉO DALLAIRE, domiciled at St. Léon de Val Racine, district of St. Francis, defendant.

As belonging to the said defendant:

"The lots of land numbers three hundred and sixty-two, and three hundred and seventy-eight (Nos 362 and 378) upon the official cadastral plan and book of reference for the township of Marston, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc", at the door of the parochial church of St. Léon de Marston (Val Racine), the TWENTY-FIRST day of AUGUST 1957, at ONE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, JOSEPH LABRECQUE,
Sherbrooke, July the 15th, 1957. 45424-29-2-0
[First insertion July the 20th, 1957.]

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 1013. AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et in-
corporé ayant son siège social à Québec, requérant
vs ARTHUR ASSELIN de Nédélec, dans le district de Temiscamingue, intimé.

Une ferme située en la paroisse de Nédélec connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du canton Nédélec sous les numéros dix (10) du rang sept (7), quatre cent soixante-deux et quatre cent soixante-trois (462-463), contenant une superficie: le lot dix: quatre-vingt-dix-sept acres et trente-neuf centièmes (97.39), le lot quatre-cent soixante-deux: quatre-vingt-seize acres (96.00) et le lot quatre cent soixante-trois: un acre et vingt-trois centièmes (1.23) plus ou moins.

TEMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 1013. BUREAU, body politic
and corporate, having its head
office at Quebec, petitioner vs ARTHUR ASSELIN of Nédélec, in the district of Temiscamingue, respondent.

A farm situated in the parish of Nédélec known and designated on the official plan and in the book of reference of the township of Nédélec under numbers ten (10) of range seven (7), four hundred and sixty-two and four hundred and sixty-three (462-463), containing an area: lot ten: ninety-seven acres and thirty-nine one hundredths (97.39), lot four hundred and sixty-two: ninety-six acres (96.00) and lot four hundred and sixty-three: one acre and twenty-three one hundredths (1.23) more or less.

Avec les bâtisses dessus construites sur la susdite ferme, circonstances et dépendances et sujet aux servitudes qui peuvent affecter cette ferme.

A distraire: du lot quatre cent soixante-trois: une lisière de terrain vendue au Département de la Voirie de Québec suivant acte enregistré au bureau d'enregistrement du comté de Témiscamingue, à Ville-Marie sous le N° 36511 mesurant neuf cent quatre-vingt-quinze pieds de longueur par treize pieds de largeur dans sa ligne nord et huit pieds de largeur dans sa ligne sud étant bornée vers l'ouest par l'ancienne route N° 46 au nord par le lot quatre cent cinquante-huit, vers l'est par le résidu du lot quatre cent soixante-trois et vers le sud par le lot quatre cent soixante-quatre.

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église de la paroisse de St-Louis de Nédélec le MÉR-CREDI, ONZIÈME jour de SEPTEMBRE, 1957 à ONZE heures de l'avant-midi (heure avancée).

Bureau du Shérif, **JULES GRENIER.**
 Ville-Marie, le 5 août 1957. 45562-32-2-o
 [Première pub. le 10 août.]

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
 District de Terrebonne

Cour Supérieure, N° 22636. { **HENRI MAISONNEUVE,** bourgeois de la ville de Ste-Thérèse, district de Terrebonne, demandeur vs **HECTOR LEBLANC,** 201 Boulevard Labelle, dans la paroisse de Ste-Thérèse, dudit district, défendeur.

"Un terrain situé en la Concession de la Côte St-Louis, en la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cinq cent quarante-quatre (Pt. 544) au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, mesurant cinquante pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, le tout de mesure anglaise plus ou moins, et borné comme suit: en avant, vers l'est, par le chemin public de la Grande Ligne ou Boulevard Labelle; en arrière, vers l'ouest par le résidu dudit lot numéro 544; d'un côté vers le nord, par partie dudit lot N° 544, appartenant à Ferdinand Paradis; et de l'autre côté, vers le sud, par le lot numéro 543, du même cadastre; avec bâtisses y élevées."

Pour être vendu à la porte de l'église Notre-Dame de l'Assomption, située sur le Boulevard Labelle, paroisse de Ste-Thérèse, MARDI, le DIXIÈME jour de SEPTEMBRE 1957, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, **GEORGES AUCLAIR.**
 St-Jérôme, 31 juillet 1957. 45559-32-2-o

With the buildings thereon erected on the said farm, circumstances and dependencies and subject to the servitudes by which this farm may be affected.

To withdraw: from lot four hundred and sixty-three: a strip of land sold to the Quebec Roads Department according to registered deed at the Registry Office of the county of Temiscamingue, at Ville-Marie under No. 36511 measuring nine hundred and ninety-five feet in length by thirteen feet in width in its northern line and eight feet in width in its southern line, being bounded on the West by the old route No. 46 on the North by lot four hundred and fifty-eight, on the East, by the residue of lot four hundred and sixty-three and on the South, by lot four hundred and sixty-four.

To be sold in block at the church door of the parish of St. Louis de Nédélec on WEDNESDAY the ELEVENTH day of SEPTEMBER, 1957, at ELEVEN o'clock in the forenoon (Daylight saving time).

Sheriff's Office, **JULES GRENIER,**
 Ville-Marie, August 5, 1957. 45562-32-2
 [First publication: August 10.]

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
 District of Terrebonne

Superior Court, No. 22636. { **HENRI MAISONNEUVE,** gentleman of the town of Ste-Thérèse, district of Terrebonne, plaintiff vs **HECTOR LEBLANC,** 201 Labelle Boulevard, in the parish of Ste-Thérèse, said district, defendant.

"A plot of land situated in the concession of the Côte St. Louis, in the parish of Ste-Thérèse de Blainville, known and designated as forming part of lot number five hundred and forty-four (Pt. 544) of the official cadaster of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, measuring fifty feet in width by one hundred feet in depth, the whole English measure, more or less, and bounded as follows: in front, on the east, by the public road of the "Grande Ligne" or Labelle Boulevard; in rear, on the west, by the residue of the said lot number 544; on one side, on the north, by part of the said lot No. 544, belonging to Ferdinand Paradis; and on the other side, on the south, by lot number 543, of the same cadaster; with buildings thereon erected."

To be sold at the church door of Notre-Dame de l'Assomption, situated on Labelle Boulevard, parish of Ste-Thérèse, TUESDAY, the TENTH day of SEPTEMBER, 1957, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, **GEORGES AUCLAIR,**
 St. Jérôme, July 31, 1957. 45559-32-2

Action en séparation de biens

Action for Separation as to property

Canada, province de Québec, district de Gaspé, comté de Gaspé, Cour Supérieure, N° 4499, Percé, Agnès Francœur, demanderesse vs Alexis Dunn, défendeur.

Canada, Province of Quebec, district of Gaspé, county of Gaspé, Superior Court No. 4499, Percé, Agnès Francœur, plaintiff vs Alexis Dunn, defendant.

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS

ACTION IN SEPARATION OF PROPERTY

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 22 septembre 1956.

An action in separation of property has been instituted in this case on the twenty-second day of September 1956.

Gaspé, P.Q., le 5 août 1957.
 Les Procureurs de la demanderesse,
 45565-o (Signé) PIDGEON & DUSSAULT.

Gaspé, August 5th, 1957.
 (Signed) PIDGEON & DUSSAULT,
 45565-o Attorneys for the plaintiff.

Avis divers

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Infirmières du Diocèse de Trois-Rivières", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province, le deux août 1957.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé en les cité et district judiciaire des Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
45564-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 11832-56)

OCEANIC IRON ORE (QUEBEC) LIMITED
(No Personal Liability)

Règlement N° 5

concernant l'augmentation du nombre des directeurs de la compagnie de 3 à 5.

"Qu'il soit décrété par les directeurs de Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited (N.P.L.), comme un règlement de ladite compagnie, ce qui suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est, par les présentes, augmenté de 3 à 5.

2° Que les règlements généraux de la compagnie soient et ils sont, par les présentes, amendés pour se conformer au précédent."

Passé par les directeurs et affirmé sous le sceau corporatif de la compagnie, ce 15e jour de juillet 1957.

Confirmé à l'unanimité par tous les actionnaires à une assemblée générale spéciale dûment tenue à la date ci-dessus mentionnée.

Le Président,
45563 ANDRÉ GAGNON.
Le Secrétaire,
GILLES de BILLY.

Extrait du procès-verbal d'une Assemblée Spéciale des Actionnaires de la compagnie "Strato Transport Limitée", tenue à son siège social, 2265, rue Sauriol, Montréal 12, le 29 mai 1957, à 8 heures du soir, à laquelle prenaient part Monsieur Paul Forget, Président de la compagnie, Madame Jeannette Forget, Vice-Présidente de la compagnie et Monsieur Jean-Guy Forget, Secrétaire-Trésorier de la compagnie, étant tous trois les seuls Actionnaires de la compagnie.

"Sur motion dûment faite, secondée et adoptée à l'unanimité, il est résolu d'approuver, de sanctionner et de ratifier le règlement N° 24 relatif au siège social de la compagnie."

Extrait certifié conforme au procès-verbal de l'Assemblée ci-dessus mentionnée, à l'endroit et à la date précitées, ce 4ème jour de juillet mil neuf cent cinquante-sept.

(Sceau) Le Secrétaire-trésorier,
45547-o JEAN-GUY FORGET.

Miscellaneous Notices

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Infirmières du Diocèse de Trois-Rivières" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August second, 1957.

The principal place of business of the said professional syndicate is in the city and judicial district of Trois-Rivières.

JEAN BRUCHÉSI,
45564 Under Secretary of the Province.

(A.G. 11832-56)

OCEANIC IRON ORE (QUEBEC) LIMITED
(No Personal Liability)

By-law No. 5

respecting the increase of the number of the Directors of the Company from 3 to 5.

"Be it enacted by the Directors of Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited (N.P.L.) as a by-law of the said Company as follows:

1. The number of the Directors of the Company be and it is hereafter increased from 3 to 5.

2. The General By-Laws of the Company be and the same are hereby amended to accord with the foregoing."

Passed by the Directors and sealed with the common seal of the Company this 15th day of July, 1957.

Unanimously confirmed by all the shareholders at a special meeting duly held on the aforementioned date.

ANDRÉ GAGNON,
President.
45563-o GILLES de BILLY,
Secretary.

Excerpt of the Minutes of a Special Meeting of the Shareholders of the company "Strato Transport Limitée", held at its head office 2265 Sauriol Street, Montreal 12, May 29, 1957, at 8 o'clock in the evening at which took part Mr. Paul Forget, President of the Company, Mrs. Jeannette Forget, Vice-President of the Company and Mr. Jean-Guy Forget, Secretary-Treasurer of the Company, being all three the only shareholders of the Company.

"By motion duly made, seconded and unanimously adopted, it was resolved to approve, sanction and to ratify by-law No. 24 relative to the head office of the company."

Certified excerpt in conformity with the Minutes of the above mentioned Meeting at the place, and above cited date, this 4th day of July, one thousand nine hundred and fifty-seven.

(Seal) JEAN-GUY FORGET,
45547 Secretary-Treasurer.

Lettres patentes

(P.G. 11911-57)

Re: Airborne Equipment Limited

Au sujet du titre de l'avis publié dans la Gazette officielle de Québec, Tome 89, N° 31, du 3 août 1957, page 2724, concernant la compagnie ci-haut mentionnée, on est prié de noter que le nom de ladite compagnie est bien: "Airborne Equipment Limited".
45482-o-x

Letters Patent

(A.G. 11911-57)

Re: Airborne Equipment Limited

Concerning the title of the notice published in the Quebec Official Gazette, volume 89, No. 31, of August 3, 1957, page 2724, regarding the above mentioned company, kindly note that the name of the said company is: "Airborne Equipment Limited".
45482-o-x

**Index de la Gazette officielle
de Québec, N° 32**

**Index of the Quebec Official
Gazette, No. 32**

ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Francœur vs Dunn..... 2831

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

Réception des annonces..... 2781

AVIS DIVERS:

L'Association des Infirmières du Diocèse
de Trois-Rivières (Formation)..... 2832

L'Association des Propriétaires du Parc
de la Montagne — Mountain Park
Homeowners Association (Règlement)
2804

Les Associés de Neuve-France (Règle-
ments)..... 2804

Mabart Investments Limited (Dist de
l'actif)..... 2805

Nikor Mines Ltd (Directeurs)..... 2804

Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited
(Directeurs)..... 2832

Panel Investment Corporation — Cor-
poration de Placement Panel (Di-
recteurs)..... 2804

Strato Transport Limitée (Règlement)
2832

CHARTES — ABANDON DE:

Davis Knitting Mills Inc..... 2806

Kennco Explorations (Ungava) Limited
2805

Les Entreprises Catellier Ltée..... 2806

Mabart Investments Limited..... 2805

Mercerie Bernard Lauzon Men's Wear
Inc..... 2806

COMPAGNIE DISSOUTE:

St. Lawrence Floor & Wall Tile Co.
Ltd..... 2806

DEMANDE À LA LÉGISLATURE:

Rocheleau, Claude..... 2806

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Industrie laitière:

Ordonnance No 4-56B (Sherbrooke)... 2807

INSTRUCTION PUBLIQUE:

Municipalité scolaire de:

St-Bruno..... 2808

St-Hyacinthe, cité..... 2807

Ste-Jeanne de Pont-Rouge..... 2808

TERRES ET FORÊTS:

Service du Cadastre:

Longue Pointe, paroisse..... 2808

TRAVAIL:

Industrie ou métiers de:

Alimentation au détail, région de Qué-
bec (Modification)..... 2809

LETTRES PATENTES:

Advance Transformer Co. Ltd..... 2782

Airborne Equipment Limited
(Correction)..... 2832

ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Francœur vs Dunn..... 2831

NOTICE TO INTEREST PARTIES:

Receipt of advertising copies..... 2781

MISCELLANEOUS NOTICES:

L'Association des Infirmières du Diocèse
de Trois-Rivières (Formation)..... 2832

L'Association des Propriétaires du Parc
de la Montagne — Mountain Park
Homeowners Association (By-law).. 2804

Les Associés de Neuve-France (By-laws)
2804

Mabart Investments Limited (Dist. of
assets)..... 2805

Nikor Mines Ltd (Directors)..... 2804

Oceanic Iron Ore (Quebec) Limited
(Directors)..... 2832

Panel Investment Corporation — Cor-
poration de Placement Panel (Di-
rectors)..... 2804

Strato Transport Limitée (By-law).... 2832

CHARTERS — SURRENDER OF:

Davis Knitting Mills Inc..... 2806

Kennco Explorations (Ungava) Limited
2805

Les Entreprises Catellier Ltée..... 2806

Mabart Investments Limited..... 2805

Mercerie Bernard Lauzon Men's Wear
Inc..... 2806

COMPANY DISSOLVED:

St. Lawrence Floor & Wall Tile Co.
Ltd..... 2806

APPLICATION TO LEGISLATURE:

Rocheleau, Claude..... 2806

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Ordinance No 4-56 B (Sherbrooke) 2807

EDUCATION:

School Municipality of:

St-Bruno..... 2808

St-Hyacinthe, city..... 2807

Ste-Jeanne de Pont-Rouge..... 2808

LANDS AND FOREST:

Cadastral Branch:

Longue Pointe, parish..... 2808

LABOUR:

Industry or Trades of:

Food products retail, region of Quebec
(Amendment)..... 2809

LETTERS PATENT:

Advance Transformer Co. Ltd..... 2782

Airborne Equipment Limited
(Correction)..... 2832

Astra Land. Corp.	2783	Astra Land. Corp.	2783
Birch Equipment Corporation	2783	Birch Equipment Corporation	2783
Blue Ridge Fabrics Inc.	2783	Blue Ridge Fabrics Inc.	2783
B. S. Teknik Inc.	2784	B. S. Teknik Inc.	2784
Canadian Office Equipment Manufacturers Ltd.	2784	Canadian Office Equipment Manufacturers Ltd.	2784
Canadian Reinforcin Steel Ltd.	2784	Canadian Reinforcin Steel Ltd.	2784
Centre d'Achat Maisonneuve Ltée — Maisonneuve Shopping Centre Ltd.	2785	Centre d'Achat Maisonneuve Ltée — Maisonneuve Shopping Centre Ltd.	2785
Coco Island Inc.	2785	Coco Island Inc.	2785
D. A. Collins Inc.	2785	D. A. Collins Inc.	2785
Dilillo Construction Ltée.	2786	Dilillo Construction Ltée.	2786
Dorzada Corporation Ltd.	2786	Dorzada Corporation Ltd.	2786
Edwards Motor Ltd.	2786	Edwards Motor Ltd.	2786
Feldman Products Inc.	2787	Feldman Products Inc.	2787
Glenview Mining Corporation	2787	Glenview Mining Corporation	2787
Guarantee Floor Covering Ltd.	2787	Guarantee Floor Covering Ltd.	2787
Hair Preparations Ltd.	2788	Hair Preparations Ltd.	2788
Hénault Électrique & Réfrigération Ltée.	2788	Hénault Électrique & Réfrigération Ltée.	2788
Homeric Investment Corporation	2788	Homeric Investment Corporation	2788
Hôpital Saint-François d'Assise de LaSarre.	2809	Hôpital Saint-François d'Assise de LaSarre.	2809
Intercontinental Development Corporation	2789	Intercontinental Development Corporation	2789
Island Products Company Ltd.	2789	Island Products Company Ltd.	2789
Kent Supermarket Limited	2790	Kent Supermarket Limited	2790
Laboratoire Esbay Ltée.	2790	Laboratoire Esbay Ltée.	2790
La Cie Pingouins Ltée.	2790	La Cie Pingouins Ltée.	2790
Lamontagne, Ltée.	2791	Lamontagne, Ltée.	2791
La Sentinelle Incorporée	2791	La Sentinelle Incorporée	2791
Lawson Products Canada, Ltd.	2791	Lawson Products Canada, Ltd.	2791
Les Industries Lefebvre Inc.— Lefebvre Industries Inc.	2791	Les Industries Lefebvre Inc.— Lefebvre Industries Inc.	2791
Les Placements Maisonneuve Inc.	2792	Les Placements Maisonneuve Inc.	2792
L. M. Électrique Inc.	2792	L. M. Électrique Inc.	2792
Luc Boisvert & Fils Limitée.	2793	Luc Boisvert & Fils Limitée.	2793
Maïle Claims Bureau Ltd.	2793	Maïle Claims Bureau Ltd.	2793
Marcel Matte Incorporé	2793	Marcel Matte Incorporé	2793
Meridian Import Co.	2794	Meridian Import Co.	2794
Metropolis Holding Ltd.	2794	Metropolis Holding Ltd.	2794
Miramar Inc.	2794	Miramar Inc.	2794
Mona Lingerie Limited.	2795	Mona Lingerie Limited.	2795
North American Tile Corporation	2795	North American Tile Corporation	2795
Northern Resins Limited	2795	Northern Resins Limited	2795
Olivier Iron and Steel Corporation Limited.	2796	Olivier Iron and Steel Corporation Limited.	2796
P.A. Gendron Inc.	2796	P.A. Gendron Inc.	2796
Peter Vida Inc.	2796	Peter Vida Inc.	2796
Philpen Investments Limited	2797	Philpen Investments Limited	2797
Princess Holdings Ltd.	2797	Princess Holdings Ltd.	2797
Quality Mail Order House, Inc.	2797	Quality Mail Order House, Inc.	2797
Ramsay Plate Glass Co. Ltd.	2798	Ramsay Plate Glass Co. Ltd.	2798
Rapid Machine Works Inc.	2798	Rapid Machine Works Inc.	2798
Roland Thibault Inc.	2798	Roland Thibault Inc.	2798
Salaison St-Jacques Ltée.	2799	Salaison St-Jacques Ltée.	2799
Service Credit Bureau Ltd.	2799	Service Credit Bureau Ltd.	2799
St. Lawrence Waste Paper Co. Ltd.	2799	St. Lawrence Waste Paper Co. Ltd.	2799
Titanic Land Corp.	2800	Titanic Land Corp.	2800
Tracy Finance Inc.	2800	Tracy Finance Inc.	2800
Verdun Développements & Entreprises Limitée	2800	Verdun Développements & Entreprises Limitée	2800
Windsor Travel Bureau Ltd.	2801	Windsor Travel Bureau Ltd.	2801

LETTRES PATENTES SUPPLEMENTAIRES:

Bufrey Investments Inc.	2801
Club des Marchands Limitée	2801
Hôpital Saint-Michel	2802
La Compagnie Nationale de Patates Inc.	2802
Liska Co. Inc.	2802
Lov'lee Made Inc.	2802
Lucien Parant & Fils Limitée	2803
National Coal and Oil Co. Ltd.	2803
Plant's Machinery Incorporated	2803
The Export Corporation (of Canada) Limited	2803

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Bufrey Investments Inc.	2801
Club des Marchands Limitée	2801
Hôpital Saint-Michel	2802
La Compagnie Nationale de Patates Inc.	2802
Liska Co. Inc.	2802
Lov'lee Made Inc.	2802
Lucien Parant & Fils Limitée	2803
National Coal and Oil Co. Ltd.	2803
Plant's Machinery Incorporated	2803
The Export Corporation (of Canada) Limited	2803

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

American Manufacturers Mutual Insurance Company..... 2810

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

American Manufacturers Mutual Insurance Company..... 2810

OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:

Avis de mise en vigueur de plan conjoint et constitution d'office de producteurs:

Plan conjoint des producteurs de lait du Québec à la Cie Carnation..... 2810

QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD:

Notice of coming into force of marketing plan and constitution of producers board:

Quebec Carnation Company Milk Producers' Plan..... 2810

SIÈGES SOCIAUX:

Champion Litho Inc..... 2813
 P. A. Gendron Inc..... 2813
 Paradis Messier Cie Ltée..... 2813
 Placements Lasalle Limitée — Lasalle Investments Limited..... 2813
 Shefford Électrique Inc..... 2814
 Strato-Transport Limitée..... 2814

HEAD OFFICES:

Champion Litho Inc..... 2813
 P. A. Gendron Inc..... 2813
 Paradis Messier Cie Ltée..... 2813
 Placements Lasalle Limitée — Lasalle Investments Limited..... 2813
 Shefford Électrique Inc..... 2814
 Strato-Transport Limitée..... 2814

SOUSSIONS:

Chicoutimi, comm. scolaire..... 2814
 Commission Metropolitaine de Montréal Grenville, comm. scolaire..... 2817
 La Malbaie, comm. scolaire..... 2820
 St-Prime, village..... 2823
 Ste-Sophie, comm. scolaire..... 2819
 Tadoussac, village..... 2821

TENDERS:

Chicoutimi, school Comm..... 2814
 Montreal Metropolitan Commission... 2816
 Grenville, school Comm..... 2817
 La Malbaie, school comm..... 2820
 St-Prime, village..... 2823
 Ste-Sophie, school comm..... 2819
 Tadoussac, village..... 2821

VENTES PAR SHÉRIFS :

ABITIBI:

J.-R. Lainesse vs Bernier..... 2824

GASPÉ:

Lepage vs Pelletier..... 2824

JOLIETTE:

Blais vs Bélanger..... 2825

KAMOURASKA:

Chénard vs Boucher..... 2826

MONTMAGNY:

Construction Monpierre Ltée vs La-berge Inc..... 2826
 L'Office du Crédit agricole du Québec vs Dulac..... 2827

NICOLET:

L. A. Robitaille Automobile Inc. vs Côté 2827

QUÉBEC:

Brousseau et vir vs Bruneau (Erratum) 2828
 L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Paradis..... 2828

RICHELIEU:

L'Office du Crédit agricole du Québec vs Brouillard..... 2828

ROBERVAL:

Gagnon & Frères de Roberval, Ltée vs Vandal..... 2829

SHERIFFS' SALES:

ABITIBI:

J.-R. Lainesse vs Bernier..... 2824

GASPÉ:

Lepage vs Pelletier..... 2824

JOLIETTE:

Blais vs Bélanger..... 2825

KAMOURASKA:

Chénard vs Boucher..... 2826

MONTMAGNY:

Construction Monpierre Ltée vs La-berge Inc..... 2826
 Quebec Farm Credit Bureau vs Dulac... 2827

NICOLET:

L. A. Robitaille Automobile Inc. vs Côté 2827

QUÉBEC:

Brousseau et vir vs Bruneau (Erratum) 2828
 Quebec Farm Credit Bureau vs Paradis 2828

RICHELIEU:

Quebec Farm Credit Bureau vs Brouillard..... 2828

ROBERVAL:

Gagnon & Frères de Roberval, Ltée vs Vandal..... 2829

L'Office du Crédit agricole du Québec vs Simard <i>et al.</i>	2829	Quebec Farm Credit Bureau vs Simard <i>et al.</i>	2829
SAGUENAY:		SAGUENAY:	
Lavoie vs Servant.....	2830	Lavoie vs Servant.....	2830
SAINT-FRANÇOIS:		SAINT FRANCIS:	
Industrial Acceptance Corp. Ltd vs Dallaire.....	2830	Industrial Acceptance Corp. Ltd vs Dallaire.....	2830
TÉMISCAMINGUE:		TÉMISCAMINGUE:	
L'Office du Crédit agricole du Québec vs Asselin.....	2830	Quebec Farm Credit Bureau vs Asselin	2830
TERREBONNE:		TERREBONNE:	
Maisonneuve vs Leblanc.....	2831	Maisonneuve vs Leblanc.....	2831
45522-o		45522-o	